



L'INSÉCURITÉ C'EST LE CAPITALISME



PAGE 3

DOSSIER | PAGES 8-9

IMPÉRIALISME | PAGE 7

ET AUSSI...

NOUVELLE GAUCHE ?



APRÈS LE CONGRÈS CGT



TROUPES FRANÇAISES HORS DU LIBAN !



AUTOMOBILE : NOUVELLE CRISE

PARISOT POUR LA SSP ?

THOREZ EN 46



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 4^e trimestre 2006. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

Le capitalisme, c'est l'insécurité

C'est reparti ! Ils nous refont le coup de l'insécurité ! En tout cas, Nicolas Sarkozy fait le maximum pour donner du contenu à la campagne électorale : dénonciation du laxisme des juges, expulsion de Cachan, intervention-spectacle contre la cité des Tarterêts à Créteil, puis aux Mureaux... Et on peut compter sur la Gauche pour ne pas apporter les ripostes qui s'imposent. Ségolène Royal est favorable, par exemple, au retour des maisons de redressement pour les jeunes « perturbateurs ».

LE THÈME FAVORI DE LA BOURGEOISIE. Pourquoi l'insécurité et la délinquance sont les thèmes favoris de la bourgeoisie ? Certes, elles existent, et plutôt dans les quartiers ouvriers que dans les quartiers bourgeois. Gonfler et exploiter cette réalité présentent pour la bourgeoisie plusieurs avantages.

Premièrement, faire diversion par rapport aux principaux problèmes des travailleurs, le chômage et la précarité, autrement dit l'insécurité... de l'emploi. C'était encore l'objet de la principale lutte, et de la principale victoire, de l'année passée : la lutte dite « contre le CPE ». Or cette insécurité, celle de l'emploi, est le terreau de toutes les autres : le logement, la santé, la vie de famille, et même la délinquance.

Deuxième avantage pour la bourgeoisie : cultiver la division entre les travailleurs, renforcer leur isolement. C'est essentiel ! Comme l'écrivait Karl Marx dans le Manifeste du Parti Communiste : « Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. »

Enfin, troisième avantage : pousser les travailleurs à faire appel à l'Etat, pour être « protégés » ; et donc renforcer la légitimité du pouvoir bourgeois, à qui on demandera finalement de résoudre tous les problèmes.

NOS THÈMES À NOUS. Nous devons évidemment prendre le contre-pied de cette politique.

Faire de la lutte contre l'insécurité du travail notre première exigence. Sachant que le travail sans papiers, c'est l'insécurité absolue. Et que nous ne voulons pas non plus de l'insécurité AU

travail. Une pancarte, dans la manifestation contre l'amiante le 30 septembre à Paris, faisait cette comparaison : « 2 CRS blessés, intervention de 250 flics ; 3000 morts de l'amiante par an, rien ».

Désigner les responsables, patrons et bourgeois divers, défenseurs du système capitaliste. Orienter, dans les quartiers comme dans les usines, la violence des révoltes contre ces responsables. Organiser, donc, les solidarités de lutte, y compris et surtout au niveau politique, et au niveau international.

Ne pas faire confiance à l'Etat mais à nos organisations de classe. Et ce dernier principe remet en cause le processus même des élections actuelles : laisser la politique et le pouvoir à des spécialistes, fussent-ils de « gauche ».

TOUS LES JOURS. Quels beaux principes ! Oui, mais c'est surtout une lutte – et un travail d'organisation politique – de tous les jours. D'ailleurs, la bourgeoisie n'attend pas les périodes électorales pour faire vivre sa politique. Une étude de sociologues, publiée dans le journal « Plan B », portant sur les journaux télévisés de 13 h et de 20 h sur TF1 en 2001, aboutissait aux chiffres suivants : 1046 homicides dans l'année, 1190 reportages ; 730 morts par accidents du travail (sans compter les maladies professionnelles), reportages : 2.

Voilà pour la propagande. Et pour les faits, un seul exemple également. Moins d'un an après la révolte des banlieues, PSA-Peugeot-Citroën annonce 10 000 suppressions d'emplois, dont les trois quarts en France. Or PSA est, avec son usine d'Aulnay-sous-Bois (5000 personnes), le premier employeur du 93.

D'où viendra le changement ? De nous ! Collectivement. Et bien organisés ! C'est ce que dit depuis toujours la théorie communiste. Et, à sa manière, la chanson « L'Internationale » :

Il n'est pas de sauveurs suprêmes,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes,
Décrétons le salut commun !

GAGNER LE GOUVERNEMENT MAIS PAS LE POUVOIR

Les propos de Danielle Mitterrand, veuve de l'ex-président François Mitterrand, recueillis par le journaliste et écrivain colombien Hernando Calvo Ospina en 2004, devraient nous faire réfléchir :

« – Madame Mitterrand, qu'a signifié pour vous l'arrivée au gouvernement de votre époux François ?

– Mai 1981 fut un mois de grande activité, c'était la préparation de l'arrivée au gouvernement de François. J'essayais d'apporter tout ce qu'il y a de meilleur en moi, pour que ces rêves d'avoir une société socialiste, quoique à l'europpéenne, deviennent réalité. Mais bien vite j'ai commencé à voir que cette France juste et équitable ne pouvait pas s'établir. Alors je demandais à François : 'Pourquoi, maintenant que tu en as le pouvoir, ne fais-tu pas ce que tu avais promis ?' Il me répondait qu'il n'avait pas le pouvoir d'affronter la Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme. Qu'il avait gagné le gouvernement mais pas le pouvoir. J'appris ainsi qu'être au gouvernement, qu'être président, ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés soumises au capitalisme. » (Souligné par nous)

DIFFUSEZ *Partisan*

POLLUEUR PAS PAYEUR

CÔTE D'IVOIRE

Propriété d'un armateur grec, battant pavillon panaméen, affrété par la très éthique société Trafigura, le Probo Koala, double-coque long de 182 m, « est loin d'être un bateau poubelle » comme l'explique le Parisien (15/09). Le Probo a « été contrôlé par les gardes maritimes américains, à huit reprises ces dernières années » et n'est « pas signalé non plus comme un navire à risque dans les préfectures maritimes françaises ». Certes mais sa cargaison a laissé sceptique plus d'un port. Le navire a été refusé à Amsterdam et dans tous les ports où il a tenté de pénétrer sur la côte Ouest africaine. Le port autonome de Dakar l'a même prié de déguerpir, en prenant soin de prévenir les enceintes mari-

times voisines, notamment le... port d'Abidjan, de la nocivité du navire.

L'affrètement du Probo Koala n'est autre que le société Trafigura, « l'un des principaux courtiers indépendants sur le marché des pétroles et des métaux » (Le Monde 15/09). Avec une fausse naïveté, l'entreprise affirme que les déchets déversés à Abidjan sont composés « d'essence, de soude caustique et d'eau ». Point d'hydrogène sulfuré, comme l'attestent les secours sur place donc. Aux vues des états de service de Trafigura, on peine à les croire sur parole. Trafigura s'est largement fait pincer les doigts dans les barils irakiens, dans l'affaire pétrole contre nourriture. Et surprise, quelques noms bien français apparaissent dans les cercles de la société de trading, notamment celui de Patrick Maugein. Ancien proche de Jacques Chirac, dont il fut longtemps l'envoyé spécial en Afrique.

Le 10 septembre, les «collectifs unitaires et populaires» (1) se réunissaient à Saint-Denis et adoptaient un texte, Ambition-Stratégie-Candidatures, s'appuyant sur la «Charte pour une alternative au libéralisme»

élaborée par les Collectifs du 29 mai. A la tribune entre autres, Bové, Buffet, Besancenot. Prochaine rencontre nationale le 14 octobre. Alors, que se passe-t-il à la gauche de la gauche ?

La «nouvelle gauche» est-elle anti-capitaliste ?

PS **OU PAS PS ?** Le premier chapitre du texte adopté à Saint-Denis résume bien le projet politique : «Battre la droite, ouvrir une autre voie à gauche». Ou encore : «Nous voulons que ça change, et que ça change vraiment», «qu'une vraie politique de gauche soit mise en oeuvre», «qui réponde enfin aux attentes populaires», etc. Il s'agit donc de rompre avec une fausse politique de gauche, qui a déçu «nos concitoyens». Cette rupture semble se traduire par un choix simple, appuyé par la LCR : pas de PS ! C'est, en un mot, le résumé des trois amendements déposés par la Ligue Communiste Révolutionnaire. Le troisième amendement conclut : «Il ne peut être question de s'engager dans une coalition gouverne-

mentale et parlementaire avec le PS». Le texte de Saint-Denis va dans le même sens : «Nous ne serons pas d'un gouvernement dominé par le social-libéralisme... Le Parti Socialiste, notamment, a adopté un programme qui tourne le dos à une rupture franche avec le libéralisme... Il est hors de question, pour nous, de négocier sur cette base un contrat de gouvernement»

PRÊT POUR VOTER SÉGOLENE ROYAL ! Notez que la LCR se refuse à une «coalition gouvernementale et parlementaire», tandis que le texte de Saint-Denis rejette l'idée d'un «contrat de gouvernement». L'éventualité d'une coalition parlementaire reste donc ouverte !

Les choses ne sont pas si simples : la Ligue ne fait même pas partie du Collectif national, et ses trois amendements n'ont même pas été discutés. Comme dans un lapsus révélateur, elle a ajouté à ses propositions d'amendements un petit PS (post scriptum) : «Et supprimer toute formulation sur le 2e tour...» (trois points de suspension dans le texte). Il doit être difficile en effet de parler de 2e tour pour une organisation qui a appelé, au 2e tour de 2002, à voter Chirac ! (2)

Après avoir critiqué le libéralisme du PS, le texte de Saint-Denis conclut ainsi son chapitre 1 : «A la présidentielle et aux législatives, dans le cas où nos candidats ne seront pas arrivés en tête de la gauche au premier tour, nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'extrême-droite en appelant à voter pour le candidat de gauche le mieux placé, sans conditions ni négociations d'un accord politique entre les deux tours.» (Souligné par nous)



Braouesec et Bové

MARCHANDAGE ET RABATTAGE OPPORTUNISTES. Cette «discipline républicaine» de gauche n'est pas étrangère à l'idéologie de la LCR, loin de là, mais elle est tout simplement vitale pour le PCF. Car ce qui est vital pour lui, ce sont ses fiefs dans les collectivités territoriales. Or ces places se négocient avec le PS : je vote pour toi au deuxième tour, et dans telle ou telle circonscription, et tu me laisses telle ou telle collectivité territoriale, là où je suis bien placé, etc. Du marchandage !

En ce sens, les élections de 2007, présidentielles et législatives, et celle de 2008, municipales, forment bien un tout. D'ailleurs, le financement des partis par l'Etat est basé sur les résultats des législatives et pas ceux des présidentielles. La LCR a donc bien tort d'écrire qu'il ne faut pas parler du 2e tour, celui des présiden-

tielles comme celui des législatives, et même de 2008. C'est là que gît le lièvre opportuniste.

Et la défense des intérêts des travailleurs dans tout ça ? Oui, il est vital aussi pour le PCF de faire semblant de défendre les intérêts des travailleurs, et de faire croire qu'il est le débouché politique de la défense de ces intérêts. Car c'est ainsi qu'il se constitue une base électorale. Qu'il peut ensuite vendre, en quelque sorte, au PS. C'est alors, effectivement, l'aboutissement d'une présence dans les luttes, dans les associations et les syndicats. Mais pas le débouché que vous imaginiez. Les «fiefs» sont la récompense d'un travail de rabattage électoral vers le PS.

LE CHEMIN PARCOURU. On n'est donc pas très loin partis avec cette «nouvelle gauche»

qui a toutes les caractéristiques du réformisme petit-bourgeois, exprimant les intérêts de couches intermédiaires qui ont besoin des voix des travailleurs pour gérer le libéralisme. Mais il faut aussi mesurer le chemin parcouru et tout l'intérêt des questions posées : Comment changer vraiment la société ? Comment ne pas renouveler l'échec de la gauche qui, entre 1981 et 2002, n'a rien changé du tout ? Quel terme employer pour désigner «notre utopie commune» ? Et surtout, que faire ? Ce sont là de bonnes questions.

La gauche anti-libérale déclare s'appuyer sur les luttes et les mobilisations. Faisons l'inverse : appuyons-nous sur les débats et le remue-ménage électoral pour faire avancer nos intérêts, notre politique et nos organisations ouvrières ! Comment mettre fin aux licenciements et à la précarité, au racisme et aux guerres, à la course aux profits et à la destruction de la planète ?

Si ce n'est en défendant pied à pied nos intérêts de classe dans la perspective du socialisme véritable. Si ce n'est en rejetant toutes «nouvelles» gestions du capitalisme !

Marc Crespin

(1) Les participants du Collectif d'initiative national (de 2 à 4 représentants chacun) : Alternatifs, Collectif pour l'écodéveloppement, Convergence citoyenne, Gauche républicaine, Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (Mars), minoritaires de la LCR (Christian Picquet), minoritaires des Verts, militants du PRS (Pour la République Sociale, fraction de Jean-Luc Mélenchon au PS), et une quinzaine de «personnalités» (Patrick Braouesec, Clémentine Autin...).

(2) Qui portait dans ses valises le petit Sarkozy...

LIBÉRALISME OU CAPITALISME ?

Le péché capital du PS est, paraît-il, d'être tombé dans le libéralisme. Le mot est fondateur. La nouvelle gauche est anti-libérale. La Charte des collectifs du 29 mai est une Charte «pour une alternative au libéralisme». Etc.

Clémentine Autin, apparentée PCF, c'est-à-dire non adhérente mais se joignant au groupe communiste, explique : «Nous nous définissons en contre - antilibéraux, mais nous sommes orphelins de mots, nous n'avons pas encore de terme pour dire quelle est notre utopie commune». Apparemment, le PCF n'a pas aidé Clémentine Autin à désigner ce que nous combattons comme étant le capitalisme, et notre but comme étant le communisme !

Quelle est la différence entre la notion de libéralisme et celle de capitalisme ? Au capitalisme, on oppose le communisme, et le socialisme qui est une transition entre capitalisme et communisme. **Au capitalisme libéral, on oppose un capitalisme régulé.** A la liberté sans limites, on oppose des règles, collectives, sociales, environnementales, etc. **Et qui régule ? L'Etat.** Les anti-libéraux sont des étatistes : voilà une question à approfondir.

Ce qu'il faut noter, c'est que sur ce terrain de la régulation par l'Etat, tous sont profondément d'accord, de la LCR et de LO au PCF et... au PS. Tous partagent le culte de l'Etat. Le débat gauche-droite peut se formuler ainsi : L'Etat doit-il déréguler (point de vue de droite) ou doit-il réguler (politique de gauche, et de gauche anti-libérale) ? Le PS n'a pas tenu ses promesses. De régulation.

Sous un autre angle, on peut remarquer que le capitalisme est un système économique et social. **Le libéralisme est défini comme une politique.** Une autre politique est l'affaire de «citoyens», d'élections, d'élus, et d'Etat. Une économie repose sur des travailleurs, elle ne peut changer que si on change de rôle des travailleurs.

Le «réformisme nouveau»

DE LA RÉSISTANCE À LA CONTRE-OFFENSIVE, MANIFESTE DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE, EXTRAITS DES PAGES 16-18

La mondialisation capitaliste ne touche pas seulement le prolétariat. Elle touche aussi les autres couches sociales ébranlées par l'évolution de l'économie mondiale, la régression sociale profonde et le rôle de l'Etat (enseignants, travailleurs sociaux, intermittents du spectacle...). La jeunesse d'origine petite-bourgeoise n'a bien souvent pas d'autre avenir que la précarité, voire la prolétarianisation. La réactivation des luttes de la classe ouvrière a un écho dans ces milieux. Certains secteurs de la petite-bourgeoisie se tournent vers la classe ouvrière mais celle-ci n'est pas suffisamment forte pour la polariser politiquement.

(...)

Ces oppositions nouvelles, qui se qualifient parfois «d'anti-capitalistes», ont le mérite de révéler l'ampleur du mécontentement des couches «intermédiaires». Elles ont aussi le mérite de porter le débat sur des questions qui touchent aux mécanismes fondamentaux de la société capitaliste, et soulèvent des problèmes (comme celui de la malbouffe, de l'environnement) bien réels et populaires. Les protestations de la petite-bourgeoisie restent aujourd'hui à un réformisme anti-«néo-libéral». Elles ne remettent pas en cause le fondement économique du libéralisme : le capitalisme.

(...)

Le programme de toute cette mouvance de «nouvelle gauche» est celui de la «résistance» à la «financiarisation de l'économie» ou la «mondialisation» pour certains, ou «l'hégémonie sans partage du marché» pour d'autres... Nulle perspective de socialisme, ni même simplement de rupture avec le capitalisme n'est développée dans leur programme. Les directions de ces mouvements, leurs représentants politiques, leurs idéologues cultivent même, généralement, l'anti-communisme.

Ce réformisme nouveau, politique et social, propose un renforcement du rôle régulateur de l'Etat face aux marchés ou au «tout financier». Il constitue le programme d'une nouvelle alternance à gauche. Ce qui différencie cette nouvelle gauche de l'ancienne au niveau du programme réel est peu important. Cela permet à tous les opportunistes de s'y retrouver, et de passer de l'un à l'autre.

(...)

Il faut se garder de tomber dans une critique sectaire en combattant la dominante réformiste de ces mouvements, et en oubliant ses aspects positifs : révélateurs de questions ou d'enjeux importants, qui entraînent au militantisme une fraction de la jeunesse et mobilise l'intérêt des ouvriers les plus conscients. En effet, on peut débiter en militant dans ces mouvements et en comprendre rapidement les limites réformistes - si des révolutionnaires y défendent leur politique propre.

À COMMANDER A NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

Manifeste

DE LA RÉSISTANCE À LA CONTRE-OFFENSIVE

2 euros

Une brochure Partisan 2 euros

DES PAPIERS POUR TOUS ! ÉGALITÉ DES DROITS ! LIBRE CIRCULATION !

SANS-PAPIERS

Communiqué du 26 septembre (extrait)
du Réseau Education Sans Frontière de Saint-Denis

Chasse au sans papier dans une école, et chasse à l'enfant à proximité d'un collège en Seine Saint-Denis !

Le 26 septembre, une interpellation musclée a été conduite par des forces de police et de gendarmerie à Aubervilliers... Un homme qui tentait de s'échapper par les toits d'une école voisine, poursuivi par des policiers en cagoule, a été victime d'une chute, tombant du 1er étage sous les yeux des élèves présents dans l'école. Selon le témoignage d'un élu local, il semble qu'il ait fallu attendre l'intervention des pompiers pour que le blessé maintenu à terre et choqué cesse de subir l'interrogatoire des policiers.

Peu après les enseignants de l'école voisine Anne Sylvestre constataient que deux enfants d'origine chinoise scolarisée dans cette école maternelle, n'avaient pas été récupérés par leurs parents. Enfin, au même moment, des enseignants du collège Jean Moulin, dans le même quartier d'Aubervilliers, recueillaient des témoignages d'élèves qui auraient été témoins de l'enlèvement d'un de leurs camarades, également d'origine chinoise, dans une voiture de police. L'indignation devant ces méthodes a été immédiate à Aubervilliers et la solidarité s'est organisée. Un rassemblement s'est improvisé devant l'école Anne Sylvestre. Trois cent personnes, parmi lesquelles des parents, des enseignants, des élus de la ville et de nombreux élèves de la cité scolaire H. Wallon se sont ensuite rendu en manifestation jusqu'à la mairie... Tandis que des contacts se prenaient pour localiser les 10 familles encore en garde à vue et organiser leur défense, un appel à la solidarité était lancé, non seulement avec ces familles, mais avec l'ensemble des familles et des enfants menacés sur le département, où 4 600 personnes et plus de 10 000 enfants font partie des 85 % de familles refusées dans le cadre de la circulaire du 15 juin.

On ne peut que s'étonner de voir autant de policiers mobilisés pour la chasse aux sans papiers en Seine Saint-Denis, un département où le préfet se plaint de l'insuffisance de ses effectifs pour assurer la sécurité publique et où le ministre candidat polémique sur l'efficacité de la justice. La lutte contre le travail clandestin serait plus légitime si elle visait les profiteurs de main d'œuvre et les gros poissons du trafic d'êtres humains plutôt que leurs victimes et leurs enfants.

Brutalité policière, chasse aux sans papiers et à leurs enfants : des raisons supplémentaires pour s'inquiéter du sort des familles et des enfants menacés, mais surtout développer la solidarité avec les sans papiers qui aspirent à une vie normale parmi nous et à refuser une logique politique qui remplace l'accueil et l'intégration par la répression et l'encouragement de la xénophobie.



Manifestation des sans-papiers de Cachan



ÉDUCATION NATIONALE

APPEL DU COLLECTIF DES NON-TITULAIRES (EXTRAITS)

STOPPONS LA SAIGNÉE!

À la rentrée 2006, le licenciement massif et programmé des personnels non titulaires continue. Les non titulaires (profs, personnels administratifs, TOS, personnels vie scolaire, MGI, etc.) n'ont jamais été autant méprisés et exclus qu'à ce jour. Les Rectorats, eux-mêmes grands pourvoyeurs de précaires, refusent de communiquer le nombre de chômeurs et pour cause, depuis 5 ans, il s'agit bel et bien d'une hécatombe : 50 000 personnes ont été «virées». Pire, ils instituent la précarité comme système de «gestion des ressources humaines» : chômage forcé, contrats de 10 mois de septembre à juin (pointage à l'ANPE en juillet et août, nouveau CDD : Chômage à Durée Déterminée!), retards inadmissibles dans le paiement des indemnités, vacances payées à l'heure sans droits sociaux (ni congés maladie, ni chômage, ni congés payés), etc. Alors que les besoins en personnels n'ont jamais été aussi importants : classes surchargées, postes vacants, professeurs non remplacés, élèves non scolarisés (...)

La virulence de l'attaque infligée aux non titulaires n'est que le prélude à un dépeçage des statuts...

Nous, le Collectif des non titulaires, maintenons notre mobilisation pour obtenir la titularisation de tous sans condition... Les candidats aux élections présidentielles de 2007 doivent être jugés sur leur capacité à juguler cette précarité et à mener une politique de justice sociale.

**NE PAS ÊTRE PRÉCAIRE = UN COMBAT
LA SOLIDARITÉ TITULAIRES-NON TITULAIRES = UNE NÉCESSITÉ
MÊME TRAVAIL, MÊME QUALIFICATION, MÊME STATUT**

COMMUNIQUÉ

**MODELUXE NÉGRIER,
LA PRÉFECTURE
DE L'ESSONNE COMPLICE**

Vingt deux travailleurs « sans papiers » de la Blanchisserie industrielle Modeluxe à Chilly-Mazarin dans l'Essonne (91) sont en grève depuis vendredi 29 septembre. Ils occupent les « locaux sociaux » de leur entreprise. Pour la plus part embauchés depuis des années dans cette blanchisserie, ils travaillent avec l'autorisation de la Préfecture de l'Essonne. Depuis décembre 2004, la Préfecture et la direction de Modeluxe jouent au ping-pong avec ces travailleurs à propos de leurs papiers, espérant les lasser et qu'ils quittent la boîte.

qu'à l'Union locale Cgt de Massy la liste de tous les travailleurs « sans papiers » de l'entreprise, recensés par ses services, pour pouvoir établir leur dossier en vue de leur régularisation.

Depuis la remise de ces documents, la Préfecture de l'Essonne s'est empressée de ne rien faire. D'après elle l'affaire serait entre les mains du Ministère de l'Intérieur. Aujourd'hui, la blanchisserie Modeluxe a la « faveur » d'une « cession 100% du capital et de ses droits » à la société Finance Conseil et Stratégie (FCS) et convoque les travailleurs « sans papiers » de l'entreprise en vue d'un éventuel licenciement pour faute grave ! Ces travailleurs travaillent ici depuis des années. La direction de Modeluxe les a embauchés et les a exploités en toute connaissance de cause. La Préfecture a autorisé la poursuite de leur contrat de travail depuis la fin 2004 sans leur octroyer de titre de séjour : aujourd'hui, ils doivent être régularisés ! Massy le 29 septembre 2006.

Les faits. Le 15 décembre 2004, la direction de Modeluxe favorise un contrôle de police dans l'entreprise voulant se débarrasser de ses travailleurs « sans papiers ». Avec l'aide des syndiqués Cgt de l'entreprise, l'Union locale fait échouer l'opération. Tous les travailleurs « sans papiers » restent à leur poste de travail. Si deux d'entre eux sont déferés devant le juge du 35bis, ils seront libérés et réintégreront l'entreprise. Très vite les contacts sont pris avec la Préfecture de l'Essonne. Les trois Préfets qui se sont succédé sur le département depuis fin 2004 ont été saisis. La dernière rencontre en date a eu lieu le 28 août 2006. Le 21 avril 2005, la Préfecture avait communi-

Dernières nouvelles. Les travailleurs de l'entreprise (sans-papiers ou non), sont en grève générale depuis lundi 2 septembre. Cette grève générale a débuté avec l'équipe du matin et a continué avec celle de l'après-midi.

Laurence Parisot, la présidente du Medef, désire «un premier échange de vues» avec les syndicats sur trois thèmes : «la remise à plat de l'assurance chômage», «le contrat de travail», le Medef suggérant d'examiner des «projets de contrat unique» et «la sécurisation des parcours professionnels», en procédant à un «examen des propositions de sécurisation des parcours professionnels faites par les différentes organisations syndicales». Le Medef estime qu'il s'agit «de préparer les futures réformes qui pourraient concerner le fonctionnement du marché du travail».

Parisot reprend l'offensive

Chômeurs, précaires et salariés ! Attention ! Le MEDEF nous prévient ! Le grand syndicat patronal est décidé, quel que soit le(la) futur(e) Président(e), à frapper fort pour... abaisser le coût du travail et flexibiliser encore et encore ! Se laisse bercer par les sornettes «réformistes» ou rejeter toute «flexisécurité», qu'elles se nomment «Sécurité Sociale Professionnelle», «nouveau statut du travail salarié», «sécurisation du parcours professionnel», etc., telle est l'alternative !

Plateforme revendicative. Toutes les associations de chômeurs et de précaires (voir plus bas) viennent de lancer une Plate-forme revendicative «pour la garantie du revenu et la continuité des droits». C'est en soi une bonne chose qu'un front d'associations s'unisse. C'est encore une bonne chose qu'elles s'adressent aux syndicats pour défendre les intérêts des plus exploités «lors des négociations sur la 'remise à plat' de l'assurance chômage avec le MEDEF.»

Aussi, quand elles affirment que «Le chômage est un choix de société et un outil majeur du patronat et du pouvoir pour faire pression à la baisse sur les salaires, casser les acquis sociaux. C'est pourquoi le chômage est de plus en plus mal indemnisé...» ; et lorsqu'elles proposent «le droit à un emploi bien payé et de qualité, le droit à une garantie de revenu, et l'instauration d'une continuité des droits pour tous et toutes», nous serions presque d'accord.

Toutefois, nous disons que le chômage n'est pas un «choix de société», mais le produit même de l'économie marchande, la condition sine qua non de son fonctionnement en période de crise économique. En clair le chômage est inhérent au capitalisme et bien évidemment la classe dominante bourgeoise s'en sert pour «abaisser les salaires, casser les acquis sociaux», etc. Et le chômage ne pourra disparaître qu'avec l'économie marchande capitaliste.

Réalistes et trompés. Dans leur «plate-forme», les associations rappellent «qu'au fil des renégociations UNEDIC, l'indemnisation s'est dégradée, les conditions pour y accéder se sont durcies, alors que la déréglementation et la précarité se sont généralisées sur le marché de l'emploi» ; que «le régime d'indemnisation des intermittents du spectacle a subi de graves atteintes, la baisse de la durée d'indemnisation» etc ; qu'en matière de formation il en va de même ; et qu'aujourd'hui les résultats sont là : «plus de 6 millions de personnes dépendent des minima sociaux...» ; et que si «en 1990, un RMI mensuel équivalait à 67 SMIC horaires, en 2004 il n'équivalait plus qu'à 50 SMIC horaires » ; que «la précarité comme le chômage sont déjà majoritairement féminins. La précarité de l'emploi a considérablement augmenté et est devenue la norme pour les jeunes générations... » ; que «le CNE... a été une aubaine pour les petites entreprises (la plupart du temps en lieu et place de CDI ou de CDD)». Qu'«on dénombre 800 000 stages, pour la plupart

je participe
tu participes
il participe
nous participons
vous participez
ils profitent



non rémunérés et non considérés comme des contrats de travail, qui constituent autant d'emplois déguisés.»

Toutes choses parfaitement exactes, dont nous avons déjà longuement parlé. Nos militants ont souvent participé aux luttes des chômeurs, des précaires et des salariés, montrant les causes de la dégradation de nos conditions de travail et de vie, les résistances à organiser, l'orientation à suivre. Mettant en garde contre les marchés de dupes avec les capitalistes et les tromperies «réformistes».

Le doigt dans l'engrenage. C'est pourquoi on est surpris de voir «Les organisations de chômeurs et de lutte contre le chômage, AC !, APEIS, MNCP, les associations de précaires, Génération Précaire et Stop Précarité, la Coordination des Intermittents et Précaires, le Collectif National pour les Droits des Femmes, considérer avec intérêt les propositions de 'nouveau statut du salarié' de l'Union Syndicale Solidaires, et de 'sécurité sociale professionnelle' de la CGT.» Croient-elles trouver, comme elles l'affirment «un système de protection contre les licenciements et de sécurité économique et sociale répondant aux défis de la période ?»

Elles ont beau «refuser toute logique de 'workfare' (retour contraint à un emploi) ou de 'learnfare' (obligation d'accepter une formation au rabais)» ; elles ont beau exiger «l'accès de tous les chômeurs et précaires... à un statut de vie sociale et professionnelle garantissant dans tous les cas (licenciement, fin de CDD ou de mission d'intérim, démission...) le maintien d'un revenu individuel décent...», et la possibilité de tout-e travailleur-se à temps partiel imposé de passer sur demande à temps plein», croient-elles vraiment que la flexi-

sécurité qui se négocie actuellement «permettra la libre gestion de son parcours de vie et n'être conditionné ni à des critères imposés d'employabilité ni à des démarches d'insertion forcées» ?

Condition ? Précaire à vie ! Croient-elles sincèrement que le patronat, grand ou petit, que ceux (de droite comme de gauche) qui ont mis en œuvre toutes les «réformes» dégradantes de ces dernières années, – et qu'elles dénoncent elles-mêmes –, seraient prêts à revenir à de véritables réformes de progrès ?

Le patronat, les opportunistes de la politique – de Parisot à la direction confédérale de la CGT, en passant par Sarko, Ségolène, Chirac, Marie George Buffet,... – seraient prêts d'un seul coup à faire le bonheur du peuple ? Naïveté ? Ou tournant opportuniste vers une «nouvelle gauche» qui se présente en nouveau gestionnaire éclairé du capitalisme ?

De toute manière la tromperie de la flexisécurité est de taille. Car, comme nous l'avons largement démontré, dans ce journal, cette «sécurité» ne sert qu'à sécuriser les profits patronaux, à renforcer le taux d'exploitation du travail, à faire accepter les licenciements, à flexibiliser encore plus le travail et la vie de l'exploité !

Mais en rien, – l'exemple anglais ou suédois le démontrent en pratique –, la flexisécurité ne libère l'homme ou la femme de sa dure condition de prolétaire, c'est-à-dire de précaire.

Alors :

Précaires de tous les pays, unissons-nous contre la flexisécurité !

Ségolène Royal et la sécurité sociale professionnelle

On ne présente plus Madame Royal. Mais il faut arrêter de répéter que c'est une Bécassine qui n'a rien à dire. Ségolène a des idées, et elle réussit à donner l'impression de la modernité et du changement. Ainsi en est-il de la fameuse «Sécurité Sociale Professionnelle» (*) que Ségolène Royal s'est empressée de s'approprier – à la suite de Sarkozy, son double infernal.

Interview sur FR5 Poitou-Charentes, dimanche 11 juin 2006.
« – Question : Vous donnez plus de sécurité aux salariés ? – Royal : Plus de sécurité aux salariés, nous allons le créer à titre expérimental en région, lors de la prochaine session. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de faire en sorte que, lorsqu'un salarié perd son emploi, entre le moment où il perd son emploi et le moment où il retrouve son emploi, on lui maintienne son salaire et son droit à la formation professionnelle. Nous souhaitons commencer par l'entreprise Heuliez, vous savez, qui a fait un plan de licenciements très important. J'ai rencontré les organisations syndicales et elles sont en train de monter un projet avec la CFDT. Il faut l'accord de l'entreprise qui va maintenir le contrat de travail même lorsque le salarié quitte l'entreprise, la région qui maintient le droit à la formation professionnelle, et l'Etat qui apporte des financements complémentaires. Et donc cette expérimentation qui est la première en France, dans la région Poitou-Charente, de la mise en place de la Sécurité Sociale Professionnelle, nous débloquons cinq millions d'euros pour réussir cette ambition. (...)

Q : Il faut donner aussi un peu plus de flexibilité au travail, à la scandinave ? Vous citez souvent Tony Blair, voire les Suédois.

R : Mais ils ont fait les deux. Ils ont donné de la sécurité aux salariés, et ils ont donné de la souplesse à l'entreprise. Les salariés, les organisations syndicales ne sont pas opposées à ce que dans les entreprises qui sont exposées à la concurrence internationale, on leur donne des moyens d'agilité. Mais que cette agilité là, cette souplesse ne se fasse pas aux dépens des salariés, c'est-à-dire que eux soient assurés de leur salaire et de leur formation professionnelle s'ils doivent quitter l'entreprise pour retrouver un nouveau métier avec un accompagnement personnalisé, mais qu'en revanche l'entreprise elle aussi soit sécurisée dans la garantie qu'elle a d'adapter son outil de travail à la conquête des marchés extérieurs ou à un coup dur provisoire qui intervient et qui lui retire des marchés.»

Sécuriser qui, le travail ou le capital ? Heuliez, à Cerizay (Deux-Sèvres) : 541 licenciements annoncés sur 1600 emplois. C'est la CFDT qui a le secrétariat du CE, il y a aussi la CGC, pas la CGT. On notera déjà que le

«coup dur provisoire» est en fait carrément une restructuration massive. C'est une entreprise où les syndicats ont accepté depuis des années les «adaptations nécessaires» à la guerre économique mondiale et ils sont aujourd'hui dans l'impasse. Ce qu'annonce Ségo, c'est en fait tout bonnement un plan social de reclassements sur Heuliez. La belle découverte ! Elle ne donne aucun détail : durée du plan de reclassement, nature des propositions d'emplois proposés – femme de ménage pour une secrétaire ? Vigile pour un mécanicien ? Cela s'est déjà vu –, possibilité ou pas de refus de l'emploi proposé, maintien ou non du salaire dans l'emploi de remplacement (elle ne parle que de la période de transition), localisation géographique, flexibilité et précarité, etc. Bref, la seule nouveauté de ce qu'annonce Ségolène Royal, c'est l'alliance tripartite licenciement-région-Etat pour faire passer les licenciements en douceur avec l'aval des syndicats. Y compris le fameux «maintien du contrat de travail», pierre d'achoppement autour du Contrat de Transition Professionnelle, n'est pas détaillé et n'est très probablement que la mise en place au sein de l'entreprise d'une «cellule de reclassement» comme on en a connu bien d'autres (AREVA à Saint-Ouen par exemple récemment). Il sera fort intéressant de suivre l'avenir des travailleurs de Heuliez dans les mois qui viennent. On peut être certains qu'on sera bien loin du miracle annoncé !

On retiendra quand même l'essentiel : sécuriser l'entreprise dans son adaptation à la concurrence et au marché.

Depuis 30 ans, nous subissons les restructurations, des centaines de milliers de travailleurs ont été laissés sur le carreau, réduits à la misère et au RMI. Les emplois créés en remplacement ont été des emplois précaires, flexibles, de plus en plus mal payés. Non, décidément, la Sécurité Sociale Professionnelle ne nous promet rien de bon, sinon un peu plus de soumission à l'ordre existant. Que le projet, – enfant chéri de J.-C. Le Duigou à la CGT –, soit repris à la fois par Sarko et Ségo devrait faire réfléchir celles et ceux qui en doutent !

Militant VP

* Dans Partisan et dans le blog «où va la CGT», nous en avons souvent parlé. Et dans nos n°205 et 204 nous avons décrit et analysé ce que la SSP (ou flexisécurité) donne pratiquement dans le modèle anglais ou suédois, dont se réclame Madame Royal.

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE



LISEZ Partisan

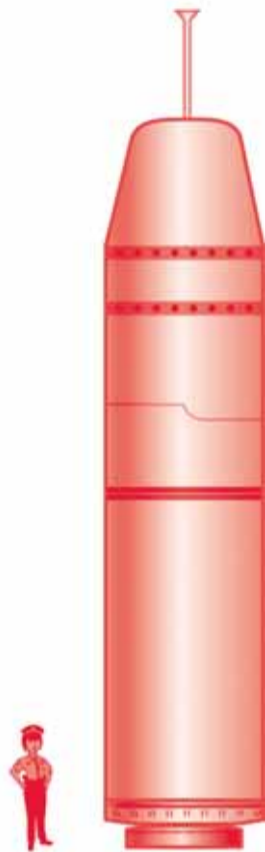
Considérant que, bizarrement, les inspecteurs de l'ONU ne viennent pas contrôler ce que fait le gouvernement français en matière d'armement nucléaire, (sans doute ont-ils trop à faire avec l'Iran aujourd'hui, l'Irak hier...), des organisations se sont mises en tête de pallier cette carence.

LA FRANCE PASSE AU NUCLEAIRE D'ATTAQUE

Pour la première fois en France, les 22, 23 et 24 septembre, des manifestants, à l'appel de Greenpeace et d'autres organisations pacifistes, se sont rendu en masse pour «inspecter» le Centre d'Essais et de Lancement de Missiles des Landes. Des nouveaux missiles, appelés M51, y sont mis au point. Ils doivent servir à lancer les mini-bombes nucléaires dont la France s'est équipée, suivant ainsi l'exemple des Etats-Unis.

Le samedi après-midi, plus de 2000 personnes, avec des délégations européennes, ont marché vers l'entrée de la base militaire pour y demander officiellement l'autorisation d'inspecter le site afin de vérifier si «cette nouvelle arme est ou non en contradiction avec le traité de non prolifération d'armes nucléaires» que la France a signé en 1992. (*) Le préfet a naturellement refusé cette «inspection».

Une centaine de personnes a néanmoins pénétré dans le camp militaire afin de «l'inspecter». Militaires et gendarmes ont arrêté quarante personnes, bientôt libérées devant la menace de voir débarquer un bon nombre des 10 à 12 000 autres participants au rassemblement de Biscarosse. Le lendemain, préfet et médias, ont menti en déclarant que personne n'avait réussi à s'introduire dans le camp !



M51 : «maxi» missile pour lancer des «mini» bombes nucléaires !

Mais elle doit dans le même temps ménager l'opinion publique majoritairement pour la paix.

Et cette nouvelle génération de mini bombes nucléaires envoyées par des maxi missiles d'une portée de 10 000 kilomètres menacera la planète entière avec une précision de tir jamais égalée mais fera (nous dit-on) 20 000 morts au lieu de 200 000 pour la bombe d'Hiroshima. Les médias au service du gouvernement n'ont pas fini de nous vanter «la guerre propre et chirurgicale» !

La France et les USA se préparent donc à renouveler les horreurs d'Hiroshima et Nagasaki. Il est de notre devoir de les empêcher. Pour cela, nous soutiendrons pleinement les d'initiatives comme celle de Biscarosse, même si nous ne partageons pas les options pacifistes des organisateurs ni leurs illusions sur la possibilité d'être «citoyen» sous la dictature de la bourgeoisie.

Alexandra

* Le traité de non prolifération prévoit que les pays qui ont fait exploser des engins nucléaires avant 1967 (La France, Le Royaume Uni, les Etats-Unis, la Russie et la Chine) s'engagent à ne pas aider d'autres nations à construire ni à se procurer des armes de ce type. Mais ce traité est très flou en ce qui concerne le développement de l'armement des puissances nucléaires.

Troupes française



Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste... L'impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XX^e siècle.

Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux Etats nationaux... Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces “potentats du capital”, sous forme de

colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière. A la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête de terres pour y investir les capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire; il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizai-

Questions à Marie Nassif-Debs, membre politique du Parti communiste libanais

COMMENT JUGEZ-VOUS LA PRÉSENCE CONCRÈTE DE LA FINUL AU LIBAN? La Finul qui se constitue actuellement, est très différente de celle déjà présente au Liban depuis plus de trente ans (...):

– D'abord, la présence renforcée de troupes appartenant à des pays membres de l'OTAN et, donc, placées indirectement sous commandement américain. Et même si les Etats auxquels ces troupes appartiennent sont des grandes puissances, cependant, ils ont, à plusieurs reprises, cédé devant l'administration américaine quant à la manière de résoudre militairement des conflits, surtout au Moyen Orient où l'expérience de l'Irak est toujours une plaie béante.

– Ensuite, certains dirigeants de ces pays, tels l'Italie par exemple, ont signé des accords militaires avec Israël (...)

– De plus, les représentants de la France ont aidé, à plusieurs reprises ces dernières années, l'administration dirigée par George Bush, à satisfaire les visées d'Israël et de certaines factions libanaises, tant par leur participation à l'élaboration de la résolution 1559, qui fut et reste un des points de litige entre Libanais concernant les armes de la Résistance, que par leur appui à la résolution 1701 qui a donné à Israël ce qu'il avait perdu durant son agression du 12 juillet 2006



Le PC libanais en manif à Beyrouth

contre le Liban, à savoir : la possibilité de poursuivre ses violations des résolutions et de commettre encore des crimes contre les civils libanais sous prétexte d'empêcher de Hezbollah de renforcer son arsenal militaire.

COMMENT JUGEZ-VOUS LE COMPORTEMENT DES CONTINGENTS DE LA FINUL ? Durant la

dernière agression israélienne contre le Liban, certaines troupes de la Finul avaient refusé d'aider des civils libanais ; les habitants de Marwahine, premier village martyr, en ont pâti et 28 morts sont tombés près de la base de la Finul.

Actuellement aussi, certains comportements nous déçoivent, pour ne pas dire plus. Ainsi, (...) au Sud Liban, les troupes internationales sont très discrètes sur les violations de notre terre de la part des Israéliens : ils n'ont pas «vu» et ils n'ont, donc, rien dit concernant les changements de la «ligne bleue» dans les villages de Kfarkela et Chebaa, comme ils se taisent sur le «passage» des bombardiers dans notre ciel et aussi sur la décision du gouvernement d'Ehoud Olmert de retarder le retrait de ses troupes des points toujours occupés.

Ces comportements peuvent-ils être considérés comme une tentative de «re» colonisation de la part de certaines grandes puissances ? Cela est possible, surtout si certains hommes d'Etat européens pensent pouvoir ainsi avoir leur (petite) part du gâteau dans la région...

COMMENT JUGER LA POSITION DE CES PAYS EUROPÉENS PAR RAPPORT À CELLE DU DUO INFERNAL ISRAËL-USA? J'ai déjà attiré l'attention sur la position inféodée de ces pays à l'administration américaine, du fait de leur comportement durant la guerre des Bush en Irak, même si la France et l'Allemagne

PRÈS D'UN MILLION DE BOMBES RESTENT A DESAMORCER

Il faudra du temps pour venir à bout des bombes à sous-munitions lancées par l'armée israélienne au Liban-Sud : environ un million de bombes. Jusqu'à présent, depuis la cessation des hostilités elles ont fait 14 morts et 90 blessés. Ces chiffres devraient malheureusement aller en augmentant d'ici à la fin de l'année. Lors de sa guerre et selon la presse israélienne, l'armée de l'État hébreu a tiré 1 800 roquettes à sous-munitions. Chacune de ces roquettes contient douze obus et chacun de ces obus libère 644 bombes à sous-munitions. Rappelons que ces bombes minuscules qui prennent diverses formes et couleurs attirant badauds et enfants (clochettes à rubans, balles de couleur orange ou turquoise, hélices...) ne peuvent être utilisées,

selon les conventions internationales, que sur des cibles militaires. Même si aujourd'hui, au Liban-Sud, elles pullulent sur les routes, dans les jardins, les champs agricoles et les maisons. Jusqu'à présent, l'armée israélienne n'a pas informé ou remis des cartes aux Nations unies relatives aux endroits ciblés par ces bombes.

Il y aura donc les victimes du retour, de la reconstruction (les bombes qui explosent avec le remblai des décombres) et des travaux dans les champs... De son côté, le représentant de l'UNHCR a indiqué que la présence des bombes à sous-munitions retardera le retour des déplacés. Ils sont au nombre de 200 000, et leur retour, qui devait à l'origine prendre un an, ne sera pas achevé avant 24 mois.

selon L'Orient le Jour du 27 septembre 2006

CIVIL OU MILITAIRE, NON AU NUCLEAIRE !
DESTRUCTION DES MISSILES ET DES STOCKS D'ARMES
ATOMIQUES DE LA FRANCE !
A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS !

ises hors du Liban !

nes d'années, la lutte armée des "grandes" puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature.» (Lénine à propos de la Première guerre mondiale)

La nouvelle guerre israélienne contre le Liban a constitué un tournant dans la «politique des guerres préventives» adoptée par les États-Unis depuis 2001. Ses projets réels (derrière le discours anti-terroriste) résident dans la volonté de dominer une région d'une grande importance stratégique : le sol du Moyen-Orient recèle des richesses naturelles sans précédents (pétrole et gaz) et l'eau comme le soleil constituent deux

sources futures d'énergie. A cela, s'ajoute un atout majeur : cette région serait facilement «contrôlable» — selon les théoriciens nord-américains — car des éléments permettent son explosion en des dizaines de mini-Etats antagonistes...

PREMIER ÉCHEC AU PROJET IMPÉRIALISTE

La restructuration du Moyen Orient en nouveaux petits Etats antagonistes est en cours. Car il est vrai, qu'après la décolonisation, les conflits locaux ont pris le devant de la scène tandis que les pouvoirs arabes pratiquaient la répression contre les peuples. Que les fronts de résistance anti-impérialiste étaient persécutés, voire massacrés. C'étaient des mesures préliminaires dans le but de réaliser

le projet qualifié, dernièrement, de «grand» Moyen Orient. L'étape à venir devait, selon le même plan, se faire au Liban, puis en Syrie, en Egypte, ... Mais l'agression israélienne a échoué dans ses objectifs «libanais» du fait du regroupement du peuple autour de la Résistance. Le plan nord-américain a été mis en échec. Le prix, lourd (1300 personnes tuées, dont 900 femmes et enfants), payé par le Liban, a également abouti à déstabiliser la société israélienne et à repousser l'ouverture d'un autre front que celui de l'Irak. Nous citons ci-contre deux partis (un tunisien et un libanais) dans le but de montrer qu'il existe encore des forces progressistes et anti-impérialistes au Moyen Orient qui mène la résistance.

du bureau

avaient, à un moment donné, refusé la dernière guerre.

Il faut dire que certains de ces pays ont, non seulement aidé à la création de l'Etat d'Israël (chassant les Palestiniens de leur pays), mais ils ont fait des guerres pour l'aider ; par exemple, la triple agression de 1956 et toutes les résolutions ambiguës qui furent votées «en faveur» d'Israël, dont la résolution 242 rédigée par le représentant de la Grande Bretagne aux Nations unies...

Ainsi, apparaît la partialité vis-à-vis des Arabes et d'Israël, même quand ce dernier est responsable déclaré de massacres contre les populations civiles, comme au Liban et en Palestine où les noms de Kana et de Jénine ont fait le tour du monde.

En clair, nous pouvons dire que le nouveau régime mondial se résume comme suit : une superpuissance qui domine toutes les autres et les pousse à faire ce qu'elle veut, y compris des guerres destructrices (la Bosnie) et l'appui inconditionnel à sa politique de mort (l'Irak, le Liban, la Palestine), afin que ses sociétés pétrolières et ses marchands de canons fassent de plus gros gains et puissent continuer à voler les richesses de la planète (...).

QUELLES SONT LES NÉCESSITÉS IMMÉDIATES DES HABITANTS DU SUD LIBAN ET DES AUTRES RÉGIONS DÉVASTÉES? Tout est nécessaire aux habitants du Sud, mais aussi de la Bekaa qui a subi la guerre et les massacres au même titre que le Sud, parce que dans cette région le Hezbollah et la Résistance en général (nationale ou islamique) sont forts.

Les dégâts sont très importants et le gouvernement n'a pas fait grand chose jusqu'à maintenant.

Il y a, comme tout le monde sait, plus de 18 000 habitations détruites, sans parler des écoles, des magasins, des ponts, des routes, des récoltes et sans oublier les mini-bombes et les bombes à fragmentation disséminées dans les villes, les villages et les champs.

L'aide nécessaire avant l'hiver est importante sur le plan d'habitations préfabriquées, d'habits chauds, de couvertures et d'aide pour les écoles des communes. De même, une aide sanitaire est nécessaire : des cliniques ambulantes dans des caravanes, des ambulances...

Nous n'avons cité que des extraits de cette interview faite le lundi 25 septembre 2006 à Beyrouth. Evidemment, nous pouvons fournir à nos lecteurs son intégralité.

Les USA au Maghreb

Le document que nous publions émane du Parti du Travail Patriotique et Démocratique, organisation tunisienne récemment fondée par des militants marxistes-léninistes. Il a été diffusé en marge du Forum Social Européen d'Athènes en mai 2006. Il analyse la politique de l'impérialisme américain au Maghreb et dénonce l'appui que celui-ci apporte au courant des Frères Musulmans, comme alternative aux régimes locaux discrédités. Les intertitres sont de la rédaction de Partisan.

LES AMBITIONS DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN. L'offensive US au Maghreb s'est intensifiée avec l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush, et plus particulièrement après le 11/09/2001 et l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak en mars 2005.

En tant qu'unique superpuissance hégémonique, les USA visent à :

Renforcer leur présence politique et militaire dans la région aux dépens de l'Europe et plus particulièrement de la France, et garantir son approvisionnement énergétique et étendre son expansion économique.

Contrôler les ressources pétrolières de l'Algérie et de la Libye et les autres richesses de la région.

Contrôler les voies maritimes et les vastes zones du Sahara pour assurer la sécurité des USA.

Elargir les bases du néolibéralisme et promouvoir des zones de libre-échange.

Affaiblir les forces anti-impérialistes, progressistes et antilibérales de la région.

Imposer l'Etat sioniste comme acteur dominant et reconnu, et comme partenaire «naturel» des Etats de la région à travers la normalisation totale des relations entre les pays maghrébins et l'Etat sioniste.

«POUR UN PARTENARIAT AVEC LE MOYEN ORIENT.»

Pour atteindre ces objectifs, les USA ont élaboré en 2002 un programme intitulé MEPI (initiative de partenariat avec le Moyen Orient). Ce programme, doté d'un budget de 100 millions de dollars, dispose de deux bureaux. L'un, basé à Tunis, couvre la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, l'Egypte et le Liban. Le second, basé à Abou Dhabi, couvre les pays arabes du Golfe ainsi que la Syrie et la Palestine.

La politique US se fonde sur les constats suivants :

L'opinion publique arabe est profondément hostile à la politique belliciste des USA en Palestine et en Irak, à leur alliance totale avec l'Etat sioniste.

Les régimes arabes en place sont de plus sclérosés, et incapables de contenir le

mécontentement populaire et de garantir les intérêts US.

Le divorce entre les régimes dictatoriaux et l'opinion publique favorise l'émergence de groupes incontrôlés susceptibles de s'attaquer aux intérêts US.

Pour remédier à cette situation, le MEPI propose de promouvoir des «réformes politiques» qui visent à mettre en selle le mouvement des «frères Musulmans» présentés comme les représentants de «l'Islam modéré» capables d'encadrer l'opinion publique et d'isoler les groupes «jihadistes». Comme l'explique un analyste US, «Les changements d'attitude de la Maison Blanche ont été une aubaine politique pour les Frères Musulmans. Avant le 11 septembre, ils avaient quasiment disparus de l'échiquier politique. Des groupes plus récents et plus radicaux attiraient les plus jeunes... Mais une nouvelle génération de leaders politiques est apparue, dont de nombreux diplômés d'universités étrangères, et c'est elle qui oriente désormais le discours politique de la confrérie. Les concepts de 'démocratie' et de 'liberté individuelle' ont presque totalement remplacé la traditionnelle ligne politique.» (1)

Un ancien analyste de la CIA, Rennel Marc Gerchet, affirmait récemment que les «Frères musulmans» étaient un moindre mal et qu'il ne fallait pas s'acharner à soutenir les mouvements laïques dans le monde arabo-musulman...

Renouant avec les politiques des empires coloniaux, l'administration Bush était disposée à utiliser à nouveau certains mouvements religieux musulmans contre les mouvements nationalistes arabes opposés à ses visées coloniales (2).

SOUTIEN AUX «FRÈRES MUSULMANS». Le bureau du MEPI mène une intense activité en direction des «élites» (chefs d'entreprises, journalistes, universitaires, étudiants...) et des partis politiques et des groupes islamistes et libéraux qui acceptent de s'engager dans la voie tracée par l'administration Bush. Il propose des financements à des associations, organise

des voyages aux États Unis, ainsi que des rencontres et des séminaires sur la transparence judiciaire, l'organisation des joutes électorales...

Des associations américaines, comme Freedom House, Global Rights, International Republican Institut, Internews, American Enterprise Institute qui ont joué un rôle important en Europe de l'Est (Georgie, Ukraine...) relaient les activités du bureau du MEPI. De même, les ambassades US s'impliquent de plus en plus dans les affaires intérieures des pays maghrébins, nouent des liens avec les partis politiques, soutiennent l'intégration des Frères Musulmans dans la vie politique, et poussent à la normalisation avec l'Etat sioniste.

UNE PRÉSENCE ÉCONOMIQUE ET MILITAIRE RENFORCÉE DANS LA RÉGION.

Sur le plan économique, les entreprises pétrolières US ont fait leur retour en Libye et renforcé leur présence en Algérie. Les USA ont déjà conclu un accord de libre échange avec le Maroc, tandis que les négociations sont en cours avec la Tunisie. Les USA occupent une place de plus en plus importante dans les échanges commerciaux des pays du Maghreb.

De même, les échanges commerciaux de ces pays avec l'Etat sioniste se développent rapidement alors que, hormis la Mauritanie, aucun de ces pays n'a de relations diplomatiques avec Israël. D'après des chiffres officiels, les exportations d'Israël ont augmenté en 2005 de 69% vers la Tunisie et de 18% vers le Maroc.

Sur le plan militaire, les USA intensifient leur coopération avec l'ensemble des Etats maghrébins : vente d'équipements ; forma-

tion d'officiers ; facilités portuaires ; accès aux aéroports et à l'espace aérien... Des exercices militaires bilatéraux et multilatéraux sont régulièrement organisés avec les USA ou dans le cadre de l'OTAN.

Le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie et la Tunisie participent à des manœuvres militaires aux cotés d'autres pays, parmi lesquels l'Etat sioniste, dans le cadre de l'opération «Active Endeavour» en Méditerranée et l'opération «Flintlock» (Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme) dans les vastes zones désertiques du Sahara pour la première fois, l'OTAN a tenu ses assises le 7 Avril 2006 au Maroc et a décidé d'organiser des manœuvres conjointes avec l'Algérie, le Maroc et Israël en Méditerranée.

L'importance stratégique de la région du Maghreb arabe a amené le chef du complexe militaire US, l'ultraconservateur Donald Rumsfeld à se rendre en février 2006 à Tunis, Alger et Rabat où il a été reçu par les dirigeants des trois pays, et en conclusion de laquelle il a déclaré : «A l'exemple de la guerre froide contre le communisme, nous sommes entrés dans une guerre longue (contre le terrorisme) qui exige l'engagement déterminé de toute une génération».

Le parti du travail patriotique et démocratique estime que la lutte contre la présence impérialiste des USA au Maghreb et dans l'ensemble du monde arabe revêt une importance stratégique pour toutes les nations opprimées et pour tous les mouvements progressistes opposés au néolibéralisme pour un monde où règnent la justice sociale et la paix.

(1) Robert Zelig, The New York Press, 7/12/2005
(2) Réseau voltaire, 16/12/2005



48^E CONGRÈS CGT

Nous poursuivons ce mois-ci la rubrique autour du 48e congrès de la CGT qui s'est tenu à Lille, fin avril. Le numéro de juin avait traité du bilan du congrès en terme d'orientation. Il s'agit maintenant de poursuivre ce bilan et d'analyser les oppositions internes qui se sont révélées lors de ce congrès. Le but est de nous positionner parmi ces oppositions et de continuer le travail de construction d'un syndicalisme de classe avec les camarades rencontrés lors de la préparation du 48e congrès.

Ces pages ont été écrites par des militants VP

BILAN...

Il existe beaucoup d'opposants à la direction confédérale dans la CGT mais pas vraiment une opposition. Des structures manifestent des réticences, beaucoup de militants individuellement se démarquent de la direction, mais en fait, seuls deux courants existent de façon structurée.

QUATRE MOIS APRÈS LE CONGRÈS

Le point sur les oppositions internes à la CGT

LES OPPOSITIONS STRUCTURÉES

Plusieurs regroupements existent, mais seuls deux d'entre eux ont une assise de masse.

1 LE COLLECTIF DE CLASSE DE LA MÉTALLURGIE CGT. Il avait appelé au meeting de Lille du mercredi 26 avril. *Partisan* en a publié un compte-rendu dans son numéro de juin. 250 personnes étaient présentes. Une réunion, le 8 février, avait déjà réuni 350 personnes critiques sur l'orientation de la direction confédérale.

Ce collectif (1) domine les Unions Syndicales de la Métallurgie du Nord et du Pas-de-Calais, mais il a aussi une existence en d'autres endroits du pays. Il provient d'une bataille qui s'est tenue dans la Fédération de la Métallurgie (2). Depuis plusieurs années, un courant s'opposait sur de multiples points : contre les 35 heures Aubry, contre la participation de la CGT au comité interconfédéral de suivi de l'épargne salariale (pour valider les fonds), contre la signature de l'accord avec le Medef sur la formation. Apparu au congrès de 2000 de la Fédération de la Métallurgie, il représentait environ 20% des voix au congrès de mars 2004. Marginalisé, suite à ce congrès, ce groupe a compris que les directions fédérales et confédérales ne jouaient pas le jeu de la démocratie et se trouvaient sur une véritable ligne de collaboration de classe. Les deux étant lié. Cela les a poussé à se constituer en collectif et à



tisser des liens à travers le pays avec d'autres structures en oppositions, des Unions Locales, en particulier.

Ces camarades défendent un syndicalisme de lutte de classe, anticapitaliste ; un syndicalisme de combat autour de revendications de classe définies à la base.

Le meeting de Lille, bien qu'annoncé au dernier moment, a représenté un point de convergence de toute la France de ce réseau. **Les camarades de la métallurgie ont décidé d'élargir la base de leur structure et ont annoncé à cette occasion la création d'un véritable collectif interprofessionnel de lutte de classe au sein de la CGT.** Nous soutenons cette initiative. Ce collectif se met en place et lancera des initiatives à l'automne.

2 L'autre pôle d'opposition est regroupé autour du bulletin **LA CGT N'EST-ELLE PAS EN DANGER ?** Il s'agit d'un bulletin (5) lancé par le Parti des Travailleurs, il y a quelques années. Un texte en exergue le présente comme *«Informatif, non polémique, il donnera des éléments de la résistance interne pour défendre la CGT à tous les niveaux et des informations externes, notamment sur les prises de positions de la CES.»*

Il reprend les orientations de la CGT telle qu'elle était avant Thibault : les nationalisations, la Sécu, les conventions collectives, le statut de la fonction publique. L'ennemi, la source de tous les problèmes, c'est Bruxelles et la CES. L'objectif est de revenir à la CGT telle qu'elle était avant. Sur la base de ces objectifs, le bulletin développe un réseau important, comme en témoigne une assemblée de 500 militants, réunie le 25 mars dernier (voir *Partisan* de mai) et une de 180 personnes le 24 juin (compte-rendu sur le blog *Ouvalact*). Ce périodique, comme les assemblées, représentent une base informative importante sur les faits marquants au sein de la CGT qui témoignent de la dérive vers la collaboration de classe.

Mais l'orientation, donnée par le Parti des Travailleurs à son regroupement, ne permet cependant pas de faire déboucher sur un courant véritablement sur des bases de lutte de classe. Il reprend les positions anciennes de la CGT sans les soumettre à la critique et fait l'impasse sur l'histoire de la CGT. Elle est pourtant lourde en trahison : les grèves de 1947, mai 68. Quant au syndicalisme institutionnels (la gestion des CE, de la Sécu, des complémentaires retraites) il y est pour beaucoup dans l'évolution confédérale actuelle. Enfin, en contradiction avec de multiples faits relatés, elle se refuse à caractériser clairement la ligne confédérale comme une orientation de collaboration de classe. En témoigne l'invitation du bulletin, faite à Bernard Thibault, de venir à la réunion du 24 juin.

D'autres collectifs existent et tentent de regrouper des militants CGT, mais avec une ampleur bien moindre que les deux collectifs cités.

Les militants de la LCR et de LO sont nombreux dans la CGT, connus et respectés pour leur combativité. On aurait pu imaginer les voir en pointe contre le recentrage de la CGT à l'occasion du 48e congrès. Il n'en a rien été.

LCR ET LO, CHRONIQUE D'UNE ABSENCE

Rouge a cru que le Congrès allait se trouver «sous le contrôle des luttes», et que du NON à la Constitution Européenne à la victoire contre le CPE allait sortir «un débat nourri visant à faire apparaître une autre CGT que celle du piètre document initial. Une CGT de lutte et unitaire, une CGT appelant à battre le fer quand il est chaud, et à défendre des revendications d'urgence sociale». Car la seule critique c'est que le document d'orientation est «minable». On a cherché en vain une critique de fond, sur l'évolution de la CGT, sur la collaboration de classe, l'intégration à la logique du capitalisme mondialisé, qui permettrait de comprendre la multiplication de ses trahisons partielles.

Les magouilles au cours du congrès n'ont pas échappé à Rouge, mais la LCR n'en a pas compris le sens. Du coup, elle répand des illusions sur l'opposition et sur la Commission Exécutive élue : «la nouvelle CE aura donc une responsabilité politique décisive : combler les vides

de ce congrès, en répondant à l'attente d'une CGT de combat, ou s'effacer, en laissant le secrétaire général seul à la barre. Dans ce deuxième cas, la victoire de la direction, en partie équivoque, pourrait se retourner en un boomerang de mécontentement ». Comme si la nouvelle CE était autre chose qu'une chambre d'enregistrement de l'orientation réformiste.

Ces articles creux manifestent l'absence de réflexion collective et d'organisation des militants LCR à l'intérieur de la CGT. On trouvera parfois cependant quelques articles intéressants quand certains de ses militants sont impliqués dans des luttes internes. Mais la ligne générale de la LCR est une attitude d'opposition limitée et raisonnable aux bureaucraties.

Lutte Ouvrière n'a pas préparé le Congrès. Ses militants ont à peine lu les documents préparatoires. Ils n'ont manifesté aucune opposition, aucun intérêt au débat, au prétexte que ce congrès était comme les autres. Et leurs délégués au congrès sont restés silencieux. L'hebdomadaire a attendu la semaine précédente le congrès pour sortir un

article titrant «Un objectif bien vague» montrant ainsi qu'elle n'a déjà pas compris grand chose. Rien n'était vague dans ce congrès et certainement pas l'affrontement de classe au sein de la CGT.

A l'issue du congrès, un nouvel article parle «d'enterrement de la lutte des classes», mais là encore, comme à la LCR, sans aucune démonstration ni critique de fond. La seule chose que l'on critique, c'est «Un discours totalement déconnecté de la situation réelle», ce qui est d'ailleurs absolument faux, car le syndicalisme d'accompagnement est parfaitement collé et adapté à la situation réelle d'un point de vue réformiste. A noter néanmoins un point de vue un peu plus lucide et complet de la part de la minorité de Lutte Ouvrière qui titre «*syndicalisme de négociation : Thibault persiste et signe.*»

Le fond de l'affaire, c'est qu'ils considéraient qu'il n'y a pas de débat à avoir sur l'orientation syndicale, que tout est joué et laissé aux directions réformistes, et que si l'on veut s'organiser sur ces bases de classe, il n'y a qu'à rejoindre *Lutte Ouvrière* ! En ce sens, la construction d'un syndicalisme de classe ne les intéresse pas.

LES OPPOSITIONS DIFFUSES

L'opposition ne se réduit pas aux regroupements déclarés comme tel. Des structures de la CGT commencent à se positionner contre la dérive confédérale, sans pour autant s'engager dans une démarche de construction d'opposition. Les plus importantes sont la Fédération de la Chimie, la Fédération de l'Agroalimentaire et l'Union Départementale des Bouches-du-Rhône. L'UD 13, par exemple, vient de décider, en congrès, qu'elle n'appliquera pas le nouveau système de cotisation.

D'autres structures penchent vers l'opposition : de nombreux syndicats, des UL et même des UD. A VP nous avons du mal à l'évaluer. Nous nous permettons juste quelques remarques :

1/ Tout ce qui s'oppose n'est pas sur des bases de lutte de classe. Didier Le Reste, de la Fédération des Transports, a mené bataille contre Thibault sur la question du Non au référendum, mais a aussi avalisé l'accord anti-grève à la SNCF. Les dirigeants de cette Fédération se battent maintenant pour que le 48^e congrès s'applique.

2/ Tant qu'il n'y a pas de regroupement et d'expression organisée, ces oppositions sont justes des râlées sans conséquences sur la confédération. Aux moments-clés, la direction trouve sans problème ses majorités. La CFDT a connu ce phénomène avec les velléités d'opposition et les volte-face. En terme de volte-face, d'ailleurs, la Fédération de la Chimie vient d'en produire une d'importance. Alors qu'elle avait diffusé un texte très critique et intéressant vis-à-vis du rapport d'orientation, elle vient de faire paraître un compte-rendu du 48^e congrès qui relativise les désaccords et se contente de regretter l'absence de la Fédération à la CE. Bref, l'attitude assez classique d'opposants un peu craintifs, qui n'osent pas assumer clairement la contradiction et ses conséquences (4).

3/ Toutes les structures vont devoir se positionner car la situation actuelle ne va pas durer. La ligne confédérale suppose une collaboration de classe à tous niveaux avec les autorités de l'Etat ou avec les patrons. La pression va se faire sentir sur toute la CGT pour établir des relations de collaboration et mettre toute radicalité au placard.

Il s'agira, dans les mois à venir, de continuer à faire connaître cette collaboration de classe à l'œuvre mais aussi les oppositions qui surgissent, en premier lieu celle autour des camarades du Nord-Pas-de-Calais. Le renforcement de cette opposition sera décisif pour affronter en bonne posture les combats de classe à venir, sur la mise en place de la Sécurité Sociale Professionnelle par exemple. Et ces combats de classe traverseront aussi la confédération.

(1) Le Métallo, Bourse du Travail, rue Geoffroy
(2) voir le blog : ouvalact.over-blog.com/article-1545424.html
(3) Abonnement auprès de Nicole Bernard, 5, rue Henri Murger 75019 Paris
(4) www.fnic.cgt.fr

... ET OPPOSITIONS

Bilan du 48^e congrès de la CGT

UN CONGRÈS FALSIFIÉ. Sélection des délégués et élimination préalable du maximum d'opposants ;

Critère du renouvellement (premier congrès pour ? des délégués) permettant de jouer sur le manque d'expérience des participants. Nombreux étaient les délégués qui n'avaient même pas lu les textes en débat ; Diminution du temps général de débat par rapport aux congrès précédents (interventions de Stéphane Rozès, Martine Aubry, John Monks, les dirigeants étudiants) ;

Sélection élaborée des prises de paroles, et à la tribune et dans la salle. Élimination de la plupart des prises de paroles des opposants. Multiplication par contre des interventions favorables à la direction ;

Élimination d'autorité de tous les amendements ne rentrant pas dans la logique du texte initial ;

Non prise en compte des abstentions dans le résultat final ;

DANS CES CONDITIONS, AVOIR RÉUNI UN QUART DES MANDATS DANS LES ABSTENIONS OU LE VOTE CONTRE LES RAPPORTS D'ACTIVITÉ ET D'ORIENTATION RELÈVE DE L'EXPLOIT. Encore plus dans le vote sur le nouveau système de cotisations. C'est la marque d'une opposition certainement bien plus forte et vivante que ne le laissent supposer les chiffres. Au-delà du succès apparent, la direction confédérale ne gagne le congrès qu'au prix d'une opposition élargie et radicalisée.

CE CONGRÈS MARQUE UN PAS DE PLUS DANS LE RECENTRAGE RÉFORMISTE DE LA CONFÉDÉRATION. De l'accompagnement critique et des contre-propositions réalistes, on passe à la collaboration de classe ouverte. De ce point de vue, le 48^e Congrès de Lille de 2006 de la CGT est à comparer au 38^e Congrès de Brest de 1979 de la CFDT, après le recentrage annoncé de janvier 1978.

Le cœur du recentrage de la CGT est la Sécurité Sociale Professionnelle et le Nouveau Statut du Travail Salarié, qui entérinent la nécessaire adaptation des travailleurs aux mutations et aux exigences du capitalisme mondialisé.

DE PRÉTENDUS OPPOSANTS, EN POINTE POUR LE NON À LA CONSTITUTION EUROPÉENNE ONT RÉVÉLÉS LEUR NATURE VÉRITABLE. Le rapport d'activité et le projet de document d'orientation ont été adoptés à la quasi-unanimité lors du CCN consacré à leur examen, montrant que

ces dirigeants s'alignaient de fait sur l'orientation confédérale et que leur opposition n'est que factice. Il n'y a rien à attendre de militants, eux-mêmes responsables réformistes avérés dans leur fédération ou leur UD, largement responsables dans le passé ou le présent de la situation dans laquelle se trouve la CGT aujourd'hui - l'exemple le plus significatif étant de ce point de vue la fédération des cheminots.

L'AMERTUME ET LE DÉCOURAGEMENT QUE PEUVENT RESSENTIR CERTAIN(E)S SONT À LA MESURE DES ILLUSIONS QUI POUVAIENT SUBSISTER sur la direction confédérale ou sur les supposés opposants. Nous devons nous préparer dès à présent à assister à la poursuite et à l'approfondissement de la dérive réformiste de la direction de la CGT. Soyons sûrs que si certains camarades vont malheureusement se décourager, d'autres au contraire vont découvrir, comprendre et s'endurcir positivement dans ce combat de classe, s'organiser collectivement pour refuser ce chemin.

L'OPPOSITION À LA DIRECTION CONFÉDÉRALE S'EST ÉLARGIE ET RADICALISÉE. Elle se retrouve sur un certain nombre de points-clés qui sont un point de départ pour l'avenir.

Le rejet du capitalisme et l'affirmation de la lutte des classes comme fondement de la société actuelle ;

La revendication d'un syndicalisme de classe et de masse ;

Le rejet des négociations de coulisse, de couloirs et de ministère et l'affirmation que ce sont les grèves, la rue, la masse qui sont le socle de l'activité syndicale ;

L'affirmation que l'action syndicale se mène sur des mots d'ordre et des revendications précises et unificatrices pour tous les travailleurs, qu'il s'agisse d'emploi, de salaires, de conditions de travail, de précarité ou de flexibilité, de statuts ou de conventions ;

Le NON à la constitution européenne et le rejet de l'Europe capitaliste et libérale.

Le rejet de la nouvelle confédération mondiale unifiée ;

La méfiance croissante à l'égard des directions fédérales et confédérales et la remise en cause du verrouillage bureaucratique des débats et des contradictions. Le vote sanction sur le nouveau système de cotisations en est l'illustration.

Pourtant, ces points d'appui ne doivent pas masquer qu'**IL RESTE DU CHEMIN À FAIRE POUR CONSTRUIRE UN VÉRITABLE COURANT SYNDICAL DE CLASSE DANS LA CGT :**

Rares sont encore les opposants qui caractérisent correctement les contradictions à l'intérieur de la CGT comme une confrontation entre un courant syndical



Une intervention pendant le congrès

de classe et un courant de collaboration de classe. Beaucoup de camarades sont plus conciliateurs ou désarçonnés, hésitant à se poser en opposition claire et ouverte au recentrage de la CGT.

Rares sont les opposants qui ont compris qu'une lutte, aussi radicale soit-elle ne permet pas de démasquer l'orientation réformiste dans la CGT et qu'il faut aller au fond de la critique de l'adaptation au capitalisme. Ainsi, B.Thibault a pu justifier le syndicalisme rassemblé à partir de la victoire contre le CPE.

De nombreuses positions sont présentées comme des évidences alors qu'elles mériteraient d'être remises à plat et clarifiées : la défense du service public (quel service pour quel public ?), la participation à la gestion d'une partie de l'appareil d'Etat (Sécu, caisses de retraites, mutuelles etc.) et donc à l'intégration aux règles du jeu du marché capitaliste par exemple.

L'unité apparente sur certaines questions (comme le NON à la Constitution Européenne) masque de véritables divergences sur le fond (patriotisme et nationalisme) ou des luttes de pouvoir internes à l'appareil bureaucratique de la confédération. Le risque est grand de ne pas voir clairement qui sont les amis et qui sont les ennemis dans la lutte d'orientation au sein de la CGT.

Enfin et en résumé, beaucoup hésitent à revenir sur l'histoire même de la CGT, sans vouloir comprendre que la CGT d'aujourd'hui est directement l'enfant de la CGT de hier, et qu'il n'y a eu aucun coup d'Etat interne pour en arriver là. Le syndicalisme de classe ne doit pas avoir peur d'affronter ce passé, avec ses acquis comme ses zones d'ombre.

Certains camarades se découragent. D'autres escamotent le bilan en s'imaginant créer des syndicats SUD où ils vont retrouver les mêmes contradictions (ou d'autres). D'autres enfin mettent la tête dans le sable et se replient sur l'activité locale en laissant la voie grande ouverte à la direction confédérale.

Nous refusons ces perspectives. Nous refusons de participer à l'émiettement. Il faut en finir avec l'isolement, la résistance boîte par boîte ou camarade par camarade, qui rendent inactifs, impuissants et conduisent au découragement. Le combat de classe se poursuit dans le syndicat

comme il se mène dans la société, avec ténacité et détermination.

L'HEURE EST À REGROUPER, ÉLARGIR ET UNIFIER L'OPPOSITION SYNDICALE DE CLASSE DE LA CGT, éparpillée et divisée dans les fédérations et les régions et pour cela nous ne pouvons pas compter sur les prétendus opposants de l'appareil. Nous ne devons pas attendre 17 ans, comme cela a été le cas à la CFDT (1978-1995), pour nous regrouper et nous organiser. Il serait alors beaucoup trop tard.

Nous appelons tous les camarades déterminés, convaincus, à rejoindre la lutte initiée par les métallurgistes du Nord et Pas de Calais, les seuls à caractériser correctement la contradiction de classe à l'intérieur de notre confédération et déterminés à ne pas se laisser faire.

Ce combat syndical va être long, difficile, et dans un premier temps, confus. Il va nécessiter compréhension, ré-examen, bilans et donc clarté politique. L'enjeu n'est pas seulement de redonner du tonus et de la combativité à la lutte syndicale. L'enjeu est de retrouver la voie de la libération des travailleurs, la voie de la fin de l'exploitation capitaliste.

Cela a de lourdes conséquences sur la manière même de voir la lutte syndicale. Nous, militants révolutionnaires de Voie Proletarienne, animateurs du blog «Où va la CGT ?», appelons les syndicalistes de classe les plus motivés à **REPRENDRE EN MAIN LA QUESTION POLITIQUE,** à s'organiser avec nous, car la classe ouvrière et les travailleurs ne peuvent avancer sans leur parti, qui leur fait aujourd'hui cruellement défaut. Nous avons un bilan de l'histoire à tirer, une société véritablement socialiste à construire par le pouvoir aux travailleurs.

CAMARADES, REJOIGNEZ VOIE PROLÉTARIENNE !



Meeting d'opposition à Lille

48^E CONGRÈS CGT

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



Une brochure **Partisan** 1 euro

IRAN

NOUS AVONS REÇU :

« A toutes les unions syndicales ! Behzad Sohrabi, délégué des travailleurs des usines Par-ri, à un besoin urgent de votre solidarité. Behzad Sohrabi, l'un des délégués des usines Par-ri (usine textile) à Sanandaj (Iran), a été menacé et victime de coups de feu. Les travailleurs de cette usine avaient protesté contre les contrats temporaires et les nombreux abus des employeurs. En réponse, les patrons et les forces gouvernementales du régime islamique, qui sont toujours présentes sur les lieux de travail, ont attaqué les délégués du personnel. Behzad Sohrabi a été victime de l'harcèlement et des menaces de l'employeur et des agents des services secrets du gouvernement islamique. Les travailleurs de l'usine Par-ri s'adressent au mouvement syndical international pour qu'ils se positionnent en défense de Behzad Sohrabi et de leurs revendications légitimes.

Amis ! Aujourd'hui, se tenir aux côtés de Behzad Sohrabi signifie travailler à la solidarité et à l'unité du mouvement ouvrier international en direction des travailleurs iraniens. Les voix de Behzad et de milliers de militants et de délégués ouvriers en Iran ; Nous demandons des lettres de soutien pour faire pression afin qu'il soit libéré de prison et pour défendre la liberté syndicale des travailleurs de cette usine. »

Pour envoyer vos messages : nodinian2103@aol.com payamazar2003@yahoo.fr

AUTOUR DU 48E CONGRÈS DE LA CGT RETROUVEZ L'ESSENTIEL SUR LE BLOG
ouvalacgt.over-blog.com
DÉBATS, DOCUMENTS ET RÉFÉRENCES

Le 19 novembre 1946, interviewé dans le «Time», Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, exposait avec une grande «franchise» le nouveau cours bourgeois pris par le son parti à la Libération, mais il allait plus loin en «théorisant» la trahison du

HISTOIRE

PCF, et en présentant cette «théorie» comme un «enrichissement» du marxisme. Les communistes qui luttent, aujourd'hui, pour la construction d'un nouveau parti communiste et révolutionnaire se doivent de tirer la leçon de ces événements.

Il y a 60 ans, Thorez jetait les bases du révisionnisme² moderne

Négation du marxisme et embellissement de l'impérialisme français. Dans cette fameuse interview, Thorez présentait d'abord son parti comme un grand parti «national». Son caractère de classe était gommé. En fait, le parti de Thorez allait servir la bourgeoisie française : de 1944 à 1947, il allait soutenir le relèvement de l'Etat impérialiste français en le présentant comme le «renouveau démocratique de la France». Il allait masquer la politique agressive de celui-ci (notamment contre les peuples coloniaux : en Algérie, en Indochine, à Madagascar) en appelant sans cesse au combat pour «la grandeur de la France», pour son «prestige international». Il allait permettre le relèvement de l'impérialisme français aussi bien sur le plan politique (slogan fameux de Thorez : «il ne doit y avoir qu'un seul Etat, une seule armée, une seule police») qu'économique, en particulier en prenant la tête de la campagne pour la production minière (présentée comme servant les intérêts du peuple contre le soi-disant sabotage des trusts).

Ce rôle du PCF dans la politique de la bourgeoisie française n'était pas minime, mais indispensable. Sans lui, la bourgeoisie n'aurait jamais pu forcer ainsi les prolétaires de France à travailler aussi durement pour leurs propres exploités.

Comme le fera remarquer un ancien mineur dans ses souvenirs : «Je sais que je me suis crevé pour les 100 000 tonnes de charbon. Un type de droite, on l'aurait envoyé ballader. Mais un communiste !» (3)

Une nouvelle voie pour le socialisme ?

Aussi Thorez allait s'efforcer, dans cette interview, de présenter la situation de la France comme idyllique pour la classe ouvrière. D'une part on marchait vers le socialisme sur le plan de l'infrastructure, grâce aux nationalisations : «elles portent atteinte à la toute puissance des oligarchies financières, elles limitent les possibilités légales de l'exploitation... : elles constituent un progrès dans la voie du socialisme». Le PCF s'enhardissait. En 44-45 il prenait encore soin d'affirmer que les nationalisations n'étaient pas le socialisme, mais seulement une étape démocratique vers le socialisme (4). Ainsi l'extension des nationalisations permettait de passer progressivement au socialisme, selon Thorez sans toucher ni à l'Etat, ni aux rapports de production.

D'autre part, et sur cette base, on pourrait atteindre pacifiquement le socialisme par l'extension illimitée de la démocratie, dont le progrès était tel qu'il permettait selon Thorez, «d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes». Mais deux ans plus tard, la police de Jules Moch, ministre socialiste, en tirant sur les mineurs en grève, montrait ce qu'il en était de ces contes de fées : une vaste supercherie.

D'ailleurs, un peu partout dans le monde, la réaction impérialiste se char-



1946 : Thorez fait la couverture du Time

geait de démentir les beaux discours de Thorez. La Grande-Bretagne agressait le peuple grec, les puissances impérialistes sabotaient le cours nouveau dans les «démocraties populaires» et appuyaient la droite, comme en Tchécoslovaquie, soutenaient les régimes fascistes en Espagne et au Portugal et, bien entendu, s'opposaient massivement aux peuples des colonies. Elles préparaient la «guerre froide».

Thorez, au lieu de préparer le prolétariat de France à affronter cette situation nouvelle, en l'éduquant dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, en démasquant la démagogie «démocratique» de la bourgeoisie, renforçait la propagande douceuse des impérialistes sur le «monde de paix» qui allait prétendument s'établir.

Thorez suggérait alors qu'il y avait – pour aller au socialisme – une autre voie que la voie de la lutte de classe jusqu'à l'insurrection, devenue inutile au milieu de ce «progrès démocratique» et, pour la première fois, exposait la thèse du passage pacifique au socialisme.

Le parti devait rester «dans le cadre du système parlementaire qu'il a contribué à rétablir». Enfin, il souhaitait pour l'avenir voir naître un «parti ouvrier français» qui mettrait fin à la scission de Tours en 1921 (entre communistes et socialistes) non pas sur la base des principes marxistes-léninistes mais par «ouverture» du parti, et sur la base de rêveries de «démocratie nouvelle».

Les thèses de Thorez et le mouvement communiste. Ces thèses ne faisaient que systématiser la politique opportuniste du PCF. Elles n'avaient, de plus, rien de vraiment particulier au PCF, sauf que, peut-être, le parti fut un des plus «audacieux» dans la justification de sa propre orientation réformiste.

Car en ces années 44-47, fort complexes pour les communistes, beaucoup de partis communistes firent des concessions à l'opportunisme. De nombreux dirigeants des «démocraties populaires» se berçaient d'illusions sur l'évolution de leur pays et laissaient entendre qu'on pouvait faire l'économie de la «dictature du prolétariat» (5). Le PC Italien suivait la même ligne que le PCF. Tous rêvaient d'un monde sans guerre, garanti par les «grands alliés».

Les autocritiques qui se firent, à partir de 1947, ne furent jamais très sérieuses. Thorez ne fut nullement critiqué sur son entretien au *Times*. On mit formellement au rancart la thèse du «passage pacifique», mais sans la remettre en cause sur le fond. Aussi allait-elle rapidement resurgir.

Succès des thèses de Thorez dans le PCF.

Certes, il y a une différence entre le PCF de 1946, qui comprenait encore dans ses rangs d'authentiques combattants d'avant garde issus de la Résistance, et celui d'aujourd'hui. Et il était extrêmement difficile, en 1946, d'imaginer que le PCF ne se corrigerait pas.

Mais Georges Marchais, quelques années après, reprendra les positions de Thorez exprimées au *Times*, pour aboutir à l'alliance avec le PS en 1981 et mettre en pratique une politique opportuniste.

Sans comprendre cela on ne peut rompre aujourd'hui pleinement avec l'orientation bourgeoise du PCF.

La direction du PCF développera l'idée d'une «voie typiquement française au socialisme» qui aboutira, on le sait aujourd'hui, dans les marais du social-libéralisme. Cette «voie française» n'aura été que la continuation du vieil opportunisme social-démocrate contre lequel le PCF des années 25-50 n'avait cessé de lutter – avec plus ou moins de succès.

Du révisionnisme à la social-démocratie

Après l'abandon de la notion de «dictature du prolétariat», Mitterand se délecta du triomphe du «socialisme démocratique français», de la revanche de Blum, leader des réformistes au Congrès de Tours où se constitua le PCF.

Déjà, dans les thèses de Thorez, dominaient largement les idées social-démocrates : culte de l'Etat, idée du changement social par accumulation de réformes au lieu d'une révolution violente, social-chauvinisme, idée d'un parti ouvrier aux frontières floues prôné par les Jaurès et les Blum.

Vieux refrains sur des airs nouveaux !

La nouveauté de Thorez fut de faire croire que ces idées pouvaient se concilier avec le communisme. En cela, il a jeté les bases du révisionnisme moderne, adaptation aux temps nouveaux du révisionnisme ancien. Ce qui ouvrait la voie à des reniements plus radicaux encore.

Thorez et ses successeurs sauront donner à l'occasion une teinte plus subtile à leur trahison du marxisme. En particulier, en reprenant les thèses révisionnistes de «démocratie populaire», comme étape vers le socialisme, sur le rôle «national» du parti communiste y compris dans les métropoles impérialistes...

Si en paroles certains «d'extrême-gauche» ne défendront jamais le passage pacifique et la voie parlementaire, ils ne proposeront jamais une ligne conséquente de préparation à l'insurrection prolétarienne armée, de préparation à la dictature du prolétariat.

A cet égard, nous devons particulièrement comprendre toutes les erreurs du PCF depuis le Front Populaire jusqu'à la trahison de 45, pour saisir comment elles se sont peu à peu développées, constituées. Mieux nous comprendrons cela, mieux nous comprendrons que le révisionnisme en France est le produit de l'impérialisme français et mieux nous serons armés pour lutter pour un nouveau parti communiste de France.

SM

D'après *Pour le Parti* n°2, novembre 1976



Renault en grève en 1947 embarrasse le PCF, qui est au gouvernement...

(1) Dans le journal anglais *Time*.
(2) Révisionnisme : révision des principes du marxisme-léninisme. (3) L. Lengrand, *Un mineur raconte...* (4) Etienne Fajon, *Cahiers du Bolchevisme*, Février 1945 (5) Comme l'expriment les thèses du Yougoslave Tito ou du Polonais Gomulka.



International Conference/Internationale Konferenz/Conferencia Internacional

PARUTION DE «CORRESPONDANCE DE PRESSE INTERNATIONALE» N°31

Cette revue, en anglais, en allemand et en espagnol, est publiée par la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes. Notre organisation, l'OCML-Voie Prolétarienne, y participe avec une trentaine d'autres organisations ou partis.

Au sommaire du numéro (21 articles, 67 pages), vous trouverez :

- * Trente ans après le coup d'Etat fasciste, par le PCR d'Argentine
- * L'héritage de Mao dans l'évolution actuelle de la Chine, de Pao Yu Ching
- * Le gouvernement sur la défensive face à la lutte contre la précarité, par l'OCML-VP
- * La construction d'un front uni international pour sauver l'environnement de la course au profit, par le Parti Marxiste-Léniniste d'Allemagne
- * Unissons les forces communistes des pays impérialistes pour la renaissance du mouvement communiste, par le (nouveau) Parti Communiste d'Italie ; etc.

À commander à :

T. Scheller – Postfach 15 10 58 – 70068 Stuttgart – Deutschland.

Ou : int.co@t-online.de

Site web de la Conférence : www.icmlpo.de

Vous y trouverez les Résolutions (en français, notamment) des VI^e, VII^e et VIII^e Conférences Internationales.

AMIANTE



La manifestation du 15 octobre 2006

Cette poésie (dont nous ne donnons ici que des extraits) a été écrite par un membre de VP-Partisan, il y a une dizaine d'années, sur la base de son expérience personnelle. Elle est incluse dans une exposition de l'Andeva qui présente la BD «Amiante, chronique d'un crime social». Elle est signée «Anonyme».

L'AMI HANTE

Ami qui me hante
Amiante qui me mord
Ami qui est mort
Voici que je chante

Depuis qu'elle t'a tué
Cette fibre de roche
Je suis hanté par l'idée
De laisser seuls mes proches

...
La santé avait un prix
Pour les financiers les patrons
Il ne fallait pas que ce soit dit
Travailleurs, la production !

On se fout de notre vie
Alors les fibres sont sans danger
Vous pourriez presque les manger
Ah ! Un cancer sans préavis

Ils ne font qu'une chose
Ils s'accrochent à leurs coffres
Et avec ça ils osent
Nous parler de ce qu'ils offrent

...
Le ministre du Travail
Qui n'a travaillé ni
A plein ni à mi-
Temps, la mort aux trousses

Ministre de l'environnement
Qui environ ne ment
Que s'il administre
Ses vues rétro, ses Verts et sa mousse

...
J'ai vu les gars du bâtiment
Et ceux de la navale
Compter leurs enterrements
Et leurs plaques pleurales

J'ai vu leurs veuves se lever
A la journée de l'Andeva
Pour dire «Il faut attaquer
D'accord ensemble on y va»

...
Eternit et Saint-Gobain
SNCF, RATP
Les plombiers, les mécaniciens
Et GEC-Alstom manifester

Un jour nous vivrons sans rapaces
Nous serons entre amis
Mais il faut que d'abord passe
La vengeance qui nous unit

Oui c'est la haine qui nous hante
C'est l'amiante qui nous mord
Mais qu'il pleuve ou qu'il vente
Un jour l'homme sera plus fort

Un monde d'amis me hante
Un monde d'amiantes je hais
Ami qui es mort
Je chantais.



Domination coloniale et pillage culturel

On se souvient encore que le Musée du quai Branly à Paris, dédié aux «arts des peuples premiers» a été inauguré en grande pompe par Chirac. Que de propos élogieux et esthétiques n'avons-nous pas entendu ! Mais, au fait ! Pourquoi un Musée des «arts des peuples premiers» à Paris ? D'où viennent ces trésors ? À quelles occasions et comment sont-ils parvenus dans les Musées de France ? Nous publions des extraits d'une lettre d'Aminata Traoré, essayiste malienne, qui répond à ces questions.

Ainsi, nos œuvres d'art ont droit de cité là où nous sommes dans l'ensemble interdits de séjour. Talents et compétences président donc au tri des candidats africains à l'immigration en France selon la loi Sarkozy dite de «l'immigration choisie». Le ministre français de l'intérieur s'est offert le luxe de venir nous le signifier, en Afrique, en invitant nos gouvernements à jouer le rôle de geôlier de la «racaille» dont la France ne veut plus sur son sol. Au même moment, du fait du verrouillage de l'axe Maroc/Espagne, après les événements sanglants de Ceuta et Melilla, des candidats africains à l'émigration, en majorité jeunes qui tentent de passer par les Îles Canaries, meurent par centaines dans l'indifférence générale, au large des côtes mauritaniennes et sénégalaises.

L'Europe forteresse, dont la France est l'une des chevilles ouvrières, déploie, en ce moment, une véritable armada contre ces quêteurs de passerelles en vue de les éloigner le plus possible de ses frontières. Les œuvres d'arts qui sont aujourd'hui à l'honneur au Musée du quai Branly, appartiennent, d'abord et avant, tout aux peuples déshérités du Mali, du Bénin, de Guinée, du Niger, de Burkina-Faso, du Cameroun, du Congo. Elles constituent une part substantielle du patrimoine culturel et artistique de ces «sans visa» dont certains sont morts par balles à Ceuta et Melilla et des «sans-papiers» qui sont quotidiennement traqués au cœur de l'Europe et, quand ils sont arrêtés, rendus, menottes aux poings, à leurs pays d'origine...

A l'heure où ce musée ouvre ses portes au public, je continue à me demander jusqu'où iront les puissants de ce monde dans l'arrogance et le viol de notre imaginaire. Nous sommes invités, aujourd'hui, à célébrer avec l'ancienne puissance coloniale une



Masque (Mali, avant 1970) exposé au Musée du quai Branly. Combien de trésors de ce Musée proviennent des pillages coloniaux ?

œuvre architecturale incontestablement belle, ainsi que notre propre déchéance et la complaisance de ceux qui, acteurs politiques et institutionnels africains, estiment que nos biens culturels sont mieux dans les beaux édifices du nord que sous nos propres cieux... Les trois cent mille pièces que le Musée abrite constituent un véritable trésor de guerre en raison du mode d'acquisition de certaines d'entre elles et le trafic d'influence auquel celui-ci donne parfois lieu entre la France et les pays dont elles sont originaires...

Alors que célèbre-t-on aujourd'hui ? Le Musée du Quai Branly est bâti, de mon point de vue, sur un profond et douloureux paradoxe, à partir du moment où la quasi-totalité des Africains, des Amérindiens, des Aborigènes d'Australie, dont le talent et la créativité sont célébrés, n'en franchiront jamais le seuil, compte tenu de la loi sur «l'immigration choisie». Il est vrai que des dispositions sont prises pour que nous puissions consulter les archives via Internet. Nos œuvres ont droit de cité là où nous sommes, dans l'ensemble, interdits de séjour.

METALEUROP ET GLENCORE PLEIN DE DOCUMENTAIRES !

«Après de notre usine, nous vivions heureux, malgré les difficultés... Mais le prédateur est sorti de l'ombre, coupa notre cerisier au pied et s'enfuit en Suisse avec nos fruits. Alors tous ensemble! Nous replanterons notre arbre et tous en choeurs! nous re-chanterons le temps des cerises... »



L'ÉLÉPHANT, LA FOURNI ET L'ÉTAT, film de Jean Michel Meurice et Christian Dauriac. A partir de la fermeture sauvage de l'usine de Metaleurop-Nord se posent d'une part le problème des délocalisations et des restructurations et d'autre part le problème de l'incapacité de l'Etat à prévenir ces catastrophes. Et derrière Metaleurop SA, une multinationale géante surpuissante Glencore tire les ficelles. Les politiques répondent tous : Nous ne pouvons rien à toutes ces restructurations, la responsabilité de la gestion des entreprises ne nous appartient pas et l'Etat a fait face à la facture sociale environnementale et économique. Mais les petites fourmis citoyennes, les salariés vont tenir tête au gros éléphant, Glencore.

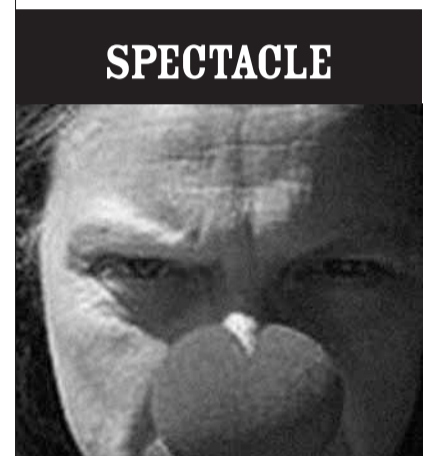
METALEUROP, L'AUTRE GUERRE... film de John Paul Lepers. Derrière Metaleurop SA se cache un actionnaire : une multinationale géante surpuissante Glencore, qui est installée dans un paradis fiscal protégé par le secret bancaire et la classe politique cantonale, le canton de Zoug où cohabitent banques, multinationales et organisations mafieuses.

GLENCORE : LA MULTINATIONALE DES FLIBUSTIERS DE L'ÉCONOMIE, film de Patrice des Mazery. Les méfaits de Glencore (multinationale géante, actionnaire de Metaleurop SA) en France et en Europe mais aussi au Pérou où les auteurs se sont déplacés et ont visité en caméra cachée une des mines de Glencore. Le documentaire décrit les effets de la mondialisation : pillage, dépossession des terres des paysans, pression sur les paysans, les mineurs et les syndicats, menaces de morts, corruption généralisée et mensonges déinanciers sans scrupule, devenus les maîtres du monde.

GERMINAL 2003, film de Jean Michel Vennamini. Un des plus beaux témoignages sur les souffrances des ex-salariés et de leurs

proches et sur leur combat pour retrouver leur dignité d'hommes et de femmes et se reconstruire. Chroniques des dégâts collatéraux dans les familles touchées par ce naufrage. C'est aussi le portrait d'un homme, ex-salarié, militant syndicaliste et politique qui refuse d'abdiquer et se reconstruit en créant avec quelques ex-salariés une coopérative ouvrière.

Et d'autres films ! Plus de détails ? www.choeursdefondeurs.com



SPECTACLE

INCULTURE(S) PETITS CONTES POLITIQUES ET AUTRES RÉCITS NON AUTORISÉS

de et par Franck Lepage

«Avant, j'étais prophète... Prophète salarié. Mon travail consistait à dire la vérité. (La vérité officielle). Et puis un jour, je me suis mis à mentir, et ils ont adoré. On me faisait venir de plus en plus souvent. On me disait que cela mettait de l'animation et de la démocratie. Quand ils ont trouvé que j'allais trop loin, ils m'ont viré. Depuis, je suis clown... Clown-consultant.»

Franck Lepage a été pendant des années un responsable culturel. Il est aujourd'hui entre le chômage et le théâtre. Il nous explique pas mal de chose tout en étant drôle. En quoi le capitalisme est une saloperie. Comment il se sert de notre générosité. Comment les mots perdent leur sens et comment les idéologues du capitalisme mènent leur bataille. « Pourquoi aujourd'hui parle-t-on de défavorisés ou d'exclus, et plus d'exploités ? Parce qu'il faudrait alors chercher l'exploiteur ! Quand on évoque des exclus, on se dit simplement qu'ils n'ont pas eu de bol ! ». Un autre exemple ? Le mot « culture » désigne aujourd'hui les arts. Ainsi, vous êtes en train de lire la rubrique culturelle (intermittente) de Partisan. Eh bien, il y a longtemps (c'est loin, c'était avant la dernière guerre mondiale), la culture désignait aussi bien l'histoire que l'économie politique. Franck Lepage nous explique comment les luttes idéologiques qui ont suivi le fascisme ont conduit à cette réduction. Il explique... mais allez-y. On rit beaucoup et on sort plus riche.

Dates des représentations dans notre agenda en page 12.

Militant VP

PS : Voir aussi le n°65 de la revue *Cassandra* (150 rue du faubourg Saint-Martin 75010 Paris) sur l'Education Populaire, un concept qui mériterait qu'on y revienne.



Toi, le chômeur, tu es mon frère
Tu es mon frère de galère
Malgré tes trente ans de métier
On t'a rejeté sans pitié.
Ça fait longtemps que tu t'échines
Comme un robot dans ton usine
Puisque tu as la cinquantaine
Pourquoi te tuer à la peine?
Priorité aux actionnaires
On sabre pour les satisfaire
Car le rendement c'est sacré
Dût-on y laisser la santé.
Ils disent que tu n'a plus l'âge
Et font tout pour que tu dégages
Tu subis la loi du plus fort
Les gens comme toi ont toujours tort.
Ils pensent à délocaliser
Et vous mettent sur le pavé
Jeter l'écorce les arrange
Lorsqu'ils ont bien pressé l'orange.
Ami, ne perd donc pas espoir
Cesse enfin de broyer du noir
Ensemble, soyons solidaires
Tu n'es pas seul sur cette terre.

J.M. de Sens

10 000 emplois menacés : 'fluctuation' ou constante ?

PSA nous calme : Pas de «licenciements secs». Il s'agirait d'une «fluctuation normale» dans la production. Mais depuis un certain temps déjà, on parle de crise dans l'industrie automobile en France, en Europe... Le premier ministre de Villepin en appelle au «patriotisme français, voire européen». Est-ce aux peuples d'Europe de sauver «leurs» économies ?

NOUVELLE BATAILLE POUR LE MARCHÉ. PSA, en 2005, a fait plus d'un milliard d'euros de profit net. Les ventes au niveau mondial avancent - sauf en Europe, où elles ont reculé de 2%.

Faire du profit ne suffit plus aujourd'hui pour les monopoles. La bataille est rude. Il faut faire du profit maximal ! Ceci n'est possible que sur le marché mondial !

Le marché européen est un des marchés automobiles les plus disputés du globe. En 2005, un tiers de la production mondiale y a été vendu. C'est la guerre économique entre constructeurs : Ford, Général Motors se sont implantés, tout comme les constructeurs japonais ou sud-coréens... Tandis que Renault, PSA et bien d'autres constructeurs européens ont construit leurs entreprises aux USA, en Asie,... PSA s'est fixé comme objectif de vendre 4 millions de véhicules par an, soit 600 000 de plus qu'aujourd'hui,



aujourd'hui, à prendre sur le marché international qui est lui-même déjà plein.

Quand PSA gagne 10% de marché supplémentaire, cela se fait toujours sur ses concurrents, car le marché est saturé. Concurrents qui vont alors annoncer des suppressions de postes, des réductions de personnel, des restructurations de l'appareil économique... pour être plus compétitif que les concurrents et regagner les marchés perdus et si possible en conquérant de nouveau en Europe ou au niveau mondial. Aujourd'hui même, on annonce des dizaines de milliers de licenciements chez Général Motors, chez VW, chez DaimlerChrysler, chez Fiat,...

LA CRISE INÉVITABLE. Une spirale sans fin. Avec toujours les mêmes conséquences : Montée en puissance et enrichissement des monopoles capitalistes et, de l'autre côté, des licenciements, de la précarité, des cadences de plus en plus fortes, des horaires de travail de plus en plus fous, des baisses de revenus.

Mais l'augmentation de la productivité d'un côté et le rétrécissement du marché de l'autre - salaires en baisse, emplois en régression - ne peut amener qu'à la crise ! Ce n'est pas une «fluctuation» de la production mais une constante du mode de production capitaliste. C'est indépendant de notre volonté ou d'un achat «patriotique». Ce n'est pas qu'une «mauvaise gestion»

d'un mauvais capitaliste. C'est la crise - une nécessité du capitalisme.

ABSENCE DE PERSPECTIVE ? Et la jeunesse qui arrive actuellement sur le marché du travail, quel avenir a-t-elle ? Du travail précaire ? De temps à autre. Et le reste du temps au chômage. Il y a un an, c'était les émeutes dans les quartiers populaires. Le 93 était le plus touché. PSA Aulnay est justement le plus gros employeur industriel du 93. La réduction d'emploi aggravera la situation économique et sociale des familles. Les légitimes révoltes continueront et la bourgeoisie au pouvoir n'offrira comme solution que plus d'oppression, plus de police et de prisons. Là aussi on voit les limites du capitalisme.

TRAVAILLEURS, FUTURS TRAVAILLEURS DRESSONS NOS PLANS ! Le capitalisme ne propose pas de perspective - ni à nous, ni à notre jeunesse. Ce n'est ni une «mauvaise gestion», ni un «mauvais patron», qu'il faut changer, mais tout un système qui bute sur ses propres limites. Cette conscience là est indispensable si nous voulons nous défendre.

Classe contre classe - c'est ce qu'il faut ! PSA dit par exemple aux travailleurs en fixes «ne vous inquiétez pas, il n'y a que les intérimaires qui sont concernés», il essaie de nous désintéresser du sort de ces travailleurs précaires et nous faire accepter des cadences

encore plus fortes, des équipes de nuit,... Diviser la classe ouvrière pour mieux régner et exploiter. Les travailleurs mis en rivalité seront perdant. Seul PSA, ou Renault, ou Ford, ou Toyota seront vainqueurs.

ÊTRE OU NON DE LA CHAIR À PATRON ? Faut-il faire appel aux politiciens ? Faut-il «un débat parlementaire... afin qu'une véritable réflexion ait lieu» ? Le gouvernement bourgeois de Villepin nous a montré au printemps de quelle «réflexion» il est capable : rendre, avec des contrats de plus en plus précaires (CPE, CNE,...), les travailleurs encore plus vulnérables, plus manipulables et de moins en moins payés. Entretenir des illusions dans ce gouvernement, dans la bonne volonté des patrons, etc. ne sert qu'à gagner du temps et à étouffer la riposte. Le NON à la Constitution européenne, les émeutes de décembre, le mouvement anti-CPE montrent que les dominants, et leurs soi-disant institutions républicaines sont de plus en plus discrédités.

C'est nous-mêmes qui devons prendre en main nos intérêts de classe prolétarienne et les défendre quotidiennement. Début octobre, à PSA Aulnay, ce sont les travailleurs sous-traitants qui mènent des grèves pour défendre leurs salaires et leurs postes de travail. Ces luttes suivent celles des tra-

vailleurs de Rayton et exigent la solidarité des autres travailleurs de l'automobile.

CONSTRUIRE, S'ORGANISER ! C'est à travers ces luttes que se construit la solidarité de classe, que se construit la conscience de classe et qu'apparaît la nécessité de construire des organisations ouvrières menant la lutte de classe.

C'est pourquoi il est nécessaire de renforcer les syndicats de lutte pour mener la bataille quotidienne contre les exploiters.

C'est pourquoi aussi la bataille se mène au niveau de toute la classe, qui est internationale, c'est-à-dire une lutte politique pour en finir avec la spirale infernale du capitalisme. Pour cela, il faut, en France, un nouveau parti ouvrier, communiste et révolutionnaire. VP/Partisan s'engage à soutenir ces luttes pour :

**Zéro licenciement !
Zéro suppression d'emploi !**

Transformation de tous les emplois intérimaires en emplois fixes !

**Réduction du temps de travail :
30 heures sans perte de salaire !**

**Unité internationale ouvrière
Luttons pour un véritable socialisme !**

Militante VP

LA RIPOSTE SE PRÉPARE

En été 2006, plusieurs grèves ont eu lieu chez Général Motors en Allemagne, au Portugal, en Autriche, en Angleterre, en Belgique et en Espagne. En septembre, les ouvriers de VW au Brésil et au Mexique ont fait une grève couronnée de succès contre des licenciements massifs.

Une excellente occasion pour tout ouvrier conscient, pour tout syndicaliste et militant révolutionnaire de s'inscrire dans la lutte de la classe :

Les 18, 19, 20 mai 2007 à Stuttgart/Allemagne se tiendra le «Conseil international des ouvriers de l'automobile.»

Pour y participer adressez-vous à notre boîte postale ou à notre adresse mail : vp.partisan@caramail.com

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Proletarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Sommaire 206

ÉDITO : LE CAPITALISME C'EST L'INSÉCURITÉ !	2
ÉLECTIONS 2007 : UNE «NOUVELLE-GAUCHE» ANTI-CAPITALISTE ?	3
COMMUNIQUÉS : SANS-PAPIERS · ÉDUCATION NATIONALE	4
SÉCU PRO : LE MEDEF ET SÉGO CHERCHENT À NOUS EMBROUILLER	5
TROUPES FRANÇAISES HORS DU LIBAN !	6-7
48^e CONGRÈS CGT : LE BILAN ET LE POINT SUR LES OPPOSITIONS	8-9
HISTOIRE : IL Y A 60 ANS, THOREZ ET LE PCF	10
LUTTE CULTURELLE	11

PARUTION DU NUMÉRO 207 VERS LE 30 OCTOBRE. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 9 NOVEMBRE

★ AGENDA

DROITS DES SALARIÉS D'OSP

18 octobre. Le Conseil des Prud'hommes de Bobigny aura à faire respecter les droits des salariés d'OSP. Les salariés de cette entreprise de gardiennage avaient mené une lutte pour obtenir le paiement d'heures supplémentaires, l'augmentation des salaires, le respect des droits... L'employeur, qui utilisait de la main-d'œuvre sans-papiers, avait dénoncé à la Préfecture un salarié délégué (et sans-papiers), Souleymane Bagayogo, qui avait été arrêté, mis en détention et expulsé.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR

LA LIBÉRATION DE GEORGES IBRAHIM ABDALLAH.

21 octobre, Paris, manifestation à partir de Barbès à 15 heures.

DÉFENSE DU DROIT AU REVENU DES PAYSANS

27 octobre dès 8h30, à Vienne (Isère), Jean-Émile Sanchez sera jugé, pour avoir mené une action de défense du droit au revenu des paysans. Il avait, en 2004, avec 150 autres militants, prélevé symboliquement des yaourts à l'usine Danone de Saint-Just-Chaleyssin, et distribués ces produits à Vénissieux : acte concret de solidarité entre le mouvement paysan et des habitants des quartiers populaires.

4^E MANIF CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

Samedi 2 décembre. A l'appel de AC !, de l'APEIS et du MNCP

SPECTACLES

— Incultures, «Petits contes politiques et autres récits non autorisés» de et par Franck Lepage (voir notre article en p. 11). 20/10 · 18h, Théâtre de Chelles (77) · 26/10 · 20h, Cuesmes (près de Mons en Belgique), Théâtre des Rues · 19/11 · Venelles (13), Maison des Jeunes F. Charpin
— Légitime colère, de et par la Cie Jolie Môme · 14/10 · Nanterre, Salle des fêtes, 2 rue des anciennes mairies · 27/10, 21h · Couron d'Auvergne (63) Dans le cadre des 70 ans de 1936, à L'Alambic
— Cité H, par la Compagnie du Mystère Bouffe, Théâtre de la Belle Etoile (Plaine-St-Denis - 93). Du 1^{er} au 5 novembre. Rés: au 01 48 40 27 71

FILM

La Dignité du Peuple, de Fernando Solanas. Ce film argentin montre la crise, ses conséquences, mais surtout le courage et la résistance d'un peuple face à la ruine et à l'exploitation.